

VENDREDI 10 MARS 2017

"Nous entrons maintenant dans la dépression économique finale."

- = La cryosphère planétaire au plus bas (Sylvestre Huet) p.1
 - = L'humanité reste bloquée à l'âge du charbon p.5
 - = Fermer les centrales au charbon p.5
 - = L'ONU appelle à renoncer à l'agriculture industrielle p.8
 - = Climat : déjà 2600 milliards de dollars d'actifs concernés par le mouvement de désinvestissement des énergies fossiles p.12
 - = Climat et démographie: comment apaiser un débat orageux p.13
 - = NOUS N'AVONS PAS LES MEMES VALEURS (Patrick Reymond) p.16
 - = PETIT RAPPEL DES FAITS (Patrick Reymond) p.17
 - = Pour dire la vérité vraie, il faut avoir un cancer (Biosphere) p.18
 - = Un Arctique libre de glace avec un réchauffement de plus de 2°C (Johan Lorck) p.20
 - = Homesteading : qu'est-ce donc? (Dmitry Orlov) p.25
 - = POTUS chez SOTUS (James Howard Kunstler) p.27
- SECTION ÉCONOMIE**
- = Le 15 mars, Trump butera sur le plafond de la dette (David Stockman) p.32
 - = Trump récupère la patate chaude de la crise (Jim Rickards) p.35
 - = Bienvenue au Pays des Bulles (Bill Bonner) p.39
 - = Trump a raison à propos de « l'autre version des faits » (Bill Bonner) p.42
 - = Un actif encore abordable (Simone Wapler) p.44
 - = WARNING: Bill Gross alerte les investisseurs contre le « mirage Trump »... p.47
 - = Jeff Gundlach : la FED relèvera séquentiellement les taux « jusqu'à ce que quelque chose casse » p.48
 - = C'EST JURÉ, C'EST LA TOUTE DERNIÈRE ! (François Leclerc) p.52
 - = USA : La bulle immobilière est de retour ...! p.53
 - = La Banque Potemkine de Chine (Michael Pento) p.55



La cryosphère planétaire au plus bas

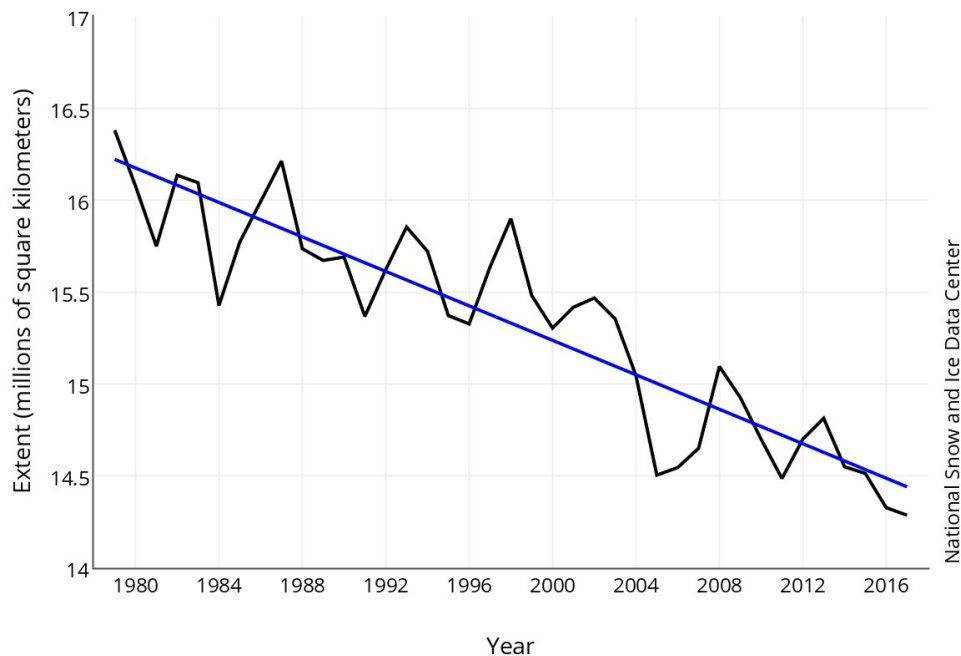
Sylvestre Huet 9 mars 2017

La Terre fond. Par ses deux pôles. De plus en plus vite. C'est ce qu'affirment les observations satellitaires des banquises arctique et antarctique comme des calottes polaires.

La rétraction de la banquise arctique sous l'effet du réchauffement climatique engendré par nos émissions massives de gaz à effet de serre est nette depuis une quinzaine d'années. En revanche, côté sud, les dix dernières années semblaient montrer une légère tendance à l'augmentation de la banquise, mais également de très fortes variations annuelles. Depuis un an, les deux banquises évoluent dans le même sens.

L'évolution de la banquise arctique suit une pente descendante depuis le début des observations quotidiennes de l'extension de la surface englacée. Au mois de février, elle affiche en 2017 environ deux millions de km² de moins qu'en 1980. Cette rétraction s'observe durant tous les mois de l'année. Même l'hiver, montre le graphique ci-dessous.

Average Monthly Arctic Sea Ice Extent
February 1979 - 2017

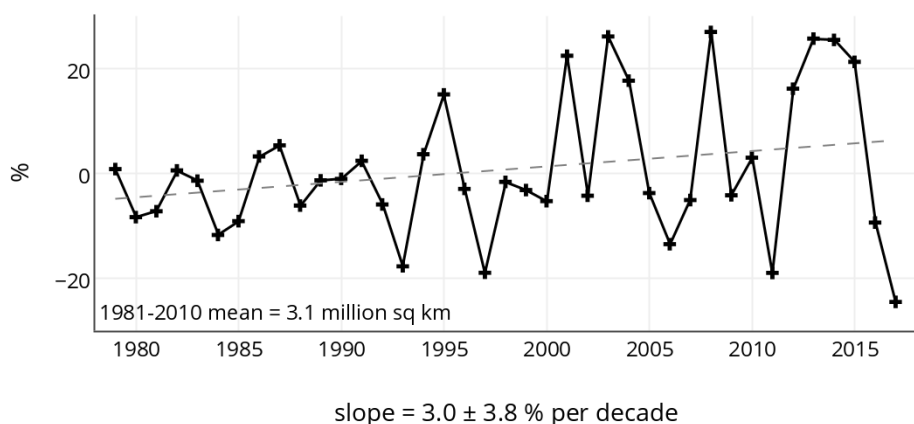


Extension de la banquise arctique (surface de mer avec au moins 15% de glace) au mois de février depuis 1979.

Les conséquences de cette évolution sont diverses. Elle impacte l'interface entre l'océan et l'atmosphère. Lorsque le Soleil est présent, et donc hors mois d'hiver, cela se traduit par une augmentation de la part de l'énergie solaire absorbée par l'eau et non réfléchi par la glace. Mais cela provoque aussi une augmentation de l'évaporation et donc de la couverture nuageuse dont l'effet climatique est lui aussi variable selon les saisons (les nuages bas réfléchissent l'énergie solaire, les nuages haut renforcent l'effet de serre). Au total, les climatologues s'attendent à voir dominer la rétroaction « positive » avec le réchauffement des eaux durant les mois d'été. Faunes et flore marines sont bien sûr fortement soumises à cette évolution.

Côté sud, en Antarctique, l'évolution de la banquise semblait inverse et surtout plus chaotique. Un phénomène expliqué par les spécialistes comme la conséquence d'un facteur d'évolution non lié au réchauffement très lent des eaux mais aux variations du courant marin qui tourne autour de l'Antarctique et provoque le long des côtes ici des accumulations de glaces et là leur fonte ou leur départ vers l'océan.

Southern Hemisphere Extent Difference February 1979 to 2017

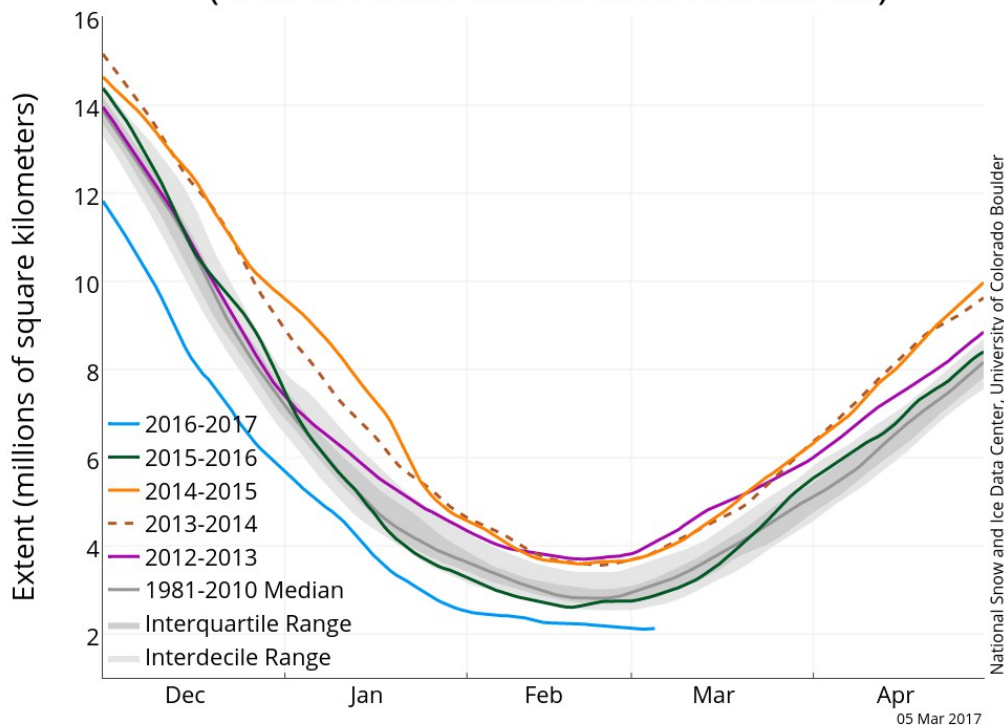


National Snow and Ice Data Center, University of Colorado, Boulder

La banquise antarctique en février (été austral) depuis 1979.

Mais depuis un peu plus d'un an, une chute brutale de la surface de la banquise a été observée.

Antarctic Sea Ice Extent (Area of ocean with at least 15% sea ice)



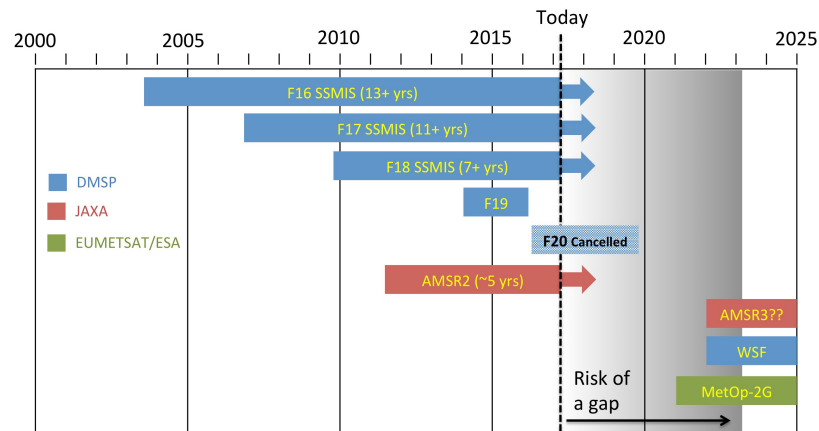
National Snow and Ice Data Center, University of Colorado Boulder

L'évolution de la banquise antarctique montre une rupture cette dernière année.

Est-elle un indice d'un changement de régime ou un fluctuation naturelle, hors effet du

changement climatique planétaire ? Il est trop tôt pour le savoir. Encore faut-il poursuivre les observations.

Current and future polar orbiting passive microwave sensors



WSF = U.S. Dept. of Defense Weather Satellite Follow-on (proposed)
AMSR3 = Advanced Microwave Scanning Radiometer 3 (proposed)
MetOp-2G = European Meteorological Operational satellite, 2nd generation

La permanence des observations par satellites n'est pas garantie pour les années à venir. Ces informations sur l'évolution des banquises sont précieuses pour ausculter la Terre et surveiller son évolution. Pourtant, la permanence future des observations quotidiennes par satellites n'est pas garantie.

Elle repose en effet surtout sur des capteurs passifs embarqués sur des satellites militaires américains. Mais certains sont tombés en panne et il n'en reste qu'un opérationnel aujourd'hui. Un autre capteur fonctionne sur un satellite Japonais, mais il approche de sa fin de vie nominale. Et les futurs capteurs prévus par les agences spatiales US, européenne (ESA) ou japonaise pourraient bien ne voler qu'après 2022. Quant à la Nasa, Donald Trump annonce qu'il veut la détourner de l'observation de la Terre pour la diriger vers l'espace lointain. Un moyen de casser le thermomètre.

Les calottes font monter le niveau des mers

Le niveau marin est indifférent aux évolutions des banquises. C'est la perte de glace des calottes polaires qui le fait monter. De ce côté, les observations satellitaires indiquent une évolution rapide et non prévue par les modèles climatiques il y a 15 ans.

Ainsi, le satellite radar Cryosat de l'Agence spatiale européenne, a permis de mesurer une perte de 259 milliards de tonnes de glace par an (plus ou moins 51 milliards) entre 2011 et 2014 pour la calotte qui recouvre le Groenland. Pour l'Antarctique de l'Ouest, cette perte a été mesurée à 134 milliards de tonnes par an (plus ou moins 27 milliards) entre 2010 et 2013 avec le même satellite.



<https://youtu.be/WcokTjwmSqA>

L'humanité reste bloquée à l'âge du charbon

Laura Drompt Mercredi 12 octobre 2016



Loin d'être abandonné au profit d'énergies plus propres, le charbon reste très demandé. DR

Jean-Baptiste Fressoz, invité jeudi prochain à l'Université de Genève, dresse une histoire politique des énergies. Ses observations rappellent l'ancrage des énergies fossiles dans une histoire militaire et néolibérale

En ces temps d'inquiétude généralisée face au réchauffement climatique, l'idée de transition énergétique a fait son chemin. Limiter notre production de CO₂: tel est le credo affiché par la plupart des gouvernements à l'issue de la COP21 en décembre 2015.

L'humanité saura-t-elle se donner les moyens de cette transition? S'il préfère laisser sa

boule de cristal au placard, l'historien Jean-Baptiste Fressoz apporte son éclairage sur deux siècles de politique énergétique globale au service du capital ou du lobby militaire. Co-auteur d'un livre sur l'anthropocène, nouvelle époque géologique dans laquelle nous vivons, où l'être humain – par sa consommation d'énergie – est devenu une force d'ampleur tellurique, il donnera une conférence jeudi prochain à Genève [1](#).

Une transition inexistante

Son premier constat: jamais l'humanité n'a connu de réelle «transition énergétique». Bois, charbon, éolien, pétrole, solaire, nucléaire, hydraulique: ces sources n'ont fait que s'additionner les unes aux autres. L'avènement du pétrole n'a nullement affaibli le charbon, dont la consommation croît encore.

Seules des forces sociales ou géopolitiques puissantes permettraient d'écarter les énergies les plus polluantes selon l'historien. Car les diverses crises pétrolières ont démontré que les hausses de prix ou la raréfaction des ressources ne suffiront pas à changer de modèle: «Pour rester à un niveau de CO2 acceptable, il faudrait laisser les trois-quarts des matières fossiles dans les sols. Le pic pétrolier arrivera trop tard: on ne peut attendre que la nature nous pousse à devenir écolos.»

En Suisse, le rejet en septembre dernier de l'initiative pour la limitation de la consommation à un équivalent-planète montre que les écologistes doivent encore convaincre. Le scrutin de novembre sur la sortie du nucléaire à l'horizon 2029 sera une autre occasion d'interroger nos priorités énergétiques.

Logiques militaires et idéologiques

Des priorités qui, rappelle Jean-Baptiste Fressoz, ont en général été modelées pour répondre à des objectifs militaires. Le nucléaire est réputé pour cela. Le charbon a trouvé très tôt les faveurs de la Marine britannique, lui offrant un avantage sur les adversaires à voile. Le pétrole s'est pour sa part beaucoup développé au cours des deux guerres mondiales.

Et après la seconde, l'aviation civile a été soutenue pour rentabiliser les surproductions de carburant et d'aluminium à destination de l'armée. «La logique militaire fait que le choix de la puissance a souvent primé celui de l'efficacité.»

Autre élément structurant des politiques énergétiques: les choix idéologiques. «En 1830, le charbon s'est imposé face à l'hydraulique, qui demandait une organisation collective autour des rivières. Il avait un aspect plus 'individuel': avec une machine à vapeur, le patron est roi en son usine.»

La même logique pousse les Etats-Unis vers le pétrole: son exploitation nécessitant moins de main d'œuvre évite de dépendre des mineurs – et donc de leurs syndicats.

Au passage, les Etats-Unis parviendront à entraîner l'Europe derrière eux: «Le pétrole au début de la guerre froide devient un moyen de lier l'Europe au bloc de l'Ouest. Le plan Marshall a financé la pétrolisation pour marginaliser les syndicats de mineurs

proches des partis communistes.» Dès le début du XXe siècle, le pétrole devient d'ailleurs une forme de «liant» anticommuniste, vendu de pair avec le modèle fordiste et l'aspiration à une maison individuelle en périphérie des centres urbains.

Une inhibition délétère

L'histoire du CO2 renvoie au processus de désinhibition face aux conséquences environnementales de notre consommation. Un phénomène qui se produit en deux étapes et remonte à loin.

Il débute dès le XIXe : on passe alors d'une logique de contrôle policier sur la pollution à une logique d'autorisation administrative. L'idée est de stabiliser le capitalisme industriel : une fois l'usine dûment autorisée, aucun risque de voir son droit d'exercice retiré. En échange, les voisins obtiennent des compensations financières pour la pollution qu'ils endurent. «Ce qui veut dire que le principe du pollueur-payeur n'est pas nouveau, on voit qu'il a cours dès cette époque, et qu'il n'a pas empêché les usines de faire des dégâts», commente Jean-Baptiste Fressoz.

La seconde étape de cette désinhibition passe par la médecine: «Depuis les années 1820, les facteurs de risques environnementaux ont été minimisés.» On accordera en revanche une attention grandissante aux conditions sociales.

Jean-Baptiste Fressoz reste pessimiste sur l'avenir. Mais son regard historique offre également des perspectives d'univers parallèles, où l'on n'aurait pas arraché les rails de tramways pour faciliter la circulation des voitures individuelles et où les Etasuniens n'auraient pas été poussés par General Electrics à troquer le chauffage solaire contre l'électrique, par exemple. Des idées à réinvestir en priorité sur les émissions de droit de polluer.

THE SHIFT PROJECT

FERMER TOUTES LES CENTRALES AU CHARBON

Jean-Marc Jancovici

[**NYOUZ2DÉS: Mystification** : voici une des propositions du "shift project" qui ne fonctionne pas (et rien ne fonctionne dans ce project). Rien n'est au point pour substituer les centrales au charbon par des énergies dites "renouvelables", ni l'efficacité énergétique (EROEI ou TRE), ni l'intermittence énergétique. Et puisque que la France est en faillite totale (ce que vous lisez sur le site "articlesdujour.com"), le remplacement par de l'énergie nucléaire ne fonctionne pas non plus.]



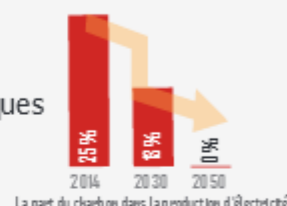
1/Électricité décarbonée



Notre proposition

Fermer toutes les centrales à charbon

Substitution par les énergies renouvelables et/ou le nucléaire, en fonction d'une réévaluation des coûts économiques et écologiques (gestion de l'intermittence, sécurité, etc.) de chaque filière.



L'enjeu pour le climat

La fermeture des centrales à charbon devrait permettre de réduire les émissions annuelles de l'Union européenne d'environ **800 millions de tonnes de CO₂eq** en 2050, soit **près de 24% de la totalité des réductions d'émissions nécessaires pour respecter notre « budget carbone »***.



Les autres raisons de s'y mettre



Création d'emplois

Le développement des filières énergétiques alternatives au charbon créera de nombreux emplois. La qualité de l'accompagnement de la disparition des emplois du secteur charbonnier sera décisive, en Allemagne et en Pologne en particulier. Le bilan global devrait être positif.



Activité économique

Les filières alternatives au charbon seront largement bénéficiaires. Cette priorité donnée aux filières énergétiques d'avenir offrira à l'Europe l'opportunité de s'imposer comme modèle de la révolution industrielle post-carbone.



Environnement, santé & bien-être

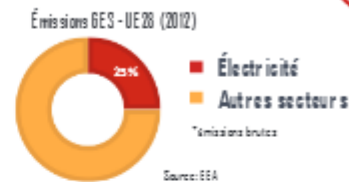
Cette mesure permettra ainsi de réduire la pollution, d'améliorer la qualité de l'air afin d'éviter la mort prématurée de plus de 400 000 citoyens européens chaque année.

* Notre « budget carbone » : plafond d'émission de gaz à effet de serre visé en 2050, correspondant à une division par quatre des émissions de 1990 des pays membres de l'Union européenne.

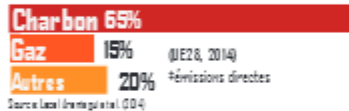


↑ Pourquoi ?

La production d'électricité est responsable de 25% des émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne.



Émissions de CO₂ dues à la production d'électricité



Parmi toutes les sources d'énergie dans la production d'électricité, c'est le charbon qui contribue le plus aux émissions de CO₂ (jusqu'à 65%).

→ Comment ?

- **Faire tendre vers zéro les crédits du marché européen des quotas d'émissions** (EU ETS) alloués à la production d'électricité en 2050
- Instaurer, via la réglementation européenne, un **plafond de facteur d'émission** (gCO₂/kWh) pour les installations de production d'électricité, si la mesure précédente ne peut être adoptée
- Mettre en place un système de **subvention pour le remplacement des centrales les plus émettrices**, fondé sur le critère du coût d'investissement à la tonne de CO₂ évitée
- Continuer à soutenir la **R&D pour les moyens de production bas-carbone**, ainsi que l'adaptation du réseau de transport et de distribution électrique
- Assurer un financement 100% public de la **R&D concernant la capture et le stockage du carbone** (CCS), en visant une industrialisation de cette technologie à horizon 2030

€ Combien ça coûte ?

Le coût total d'investissement pour réaliser ces scénarios devrait être compris entre **400 et 900 Mds € environ**, en cumulé sur 2015-2050.

- **Scénario A (900 Mds €)** → l'ensemble des centrales à charbon de l'Union européenne est remplacé par des énergies renouvelables.
- **Scénario B (650 Mds €)** → les pays qui y sont favorables remplacent leurs centrales à charbon par des centrales nucléaires, les autres déploient une solution 100% renouvelables.
- **Scénario C (600 Mds €)** → les pays qui y sont favorables remplacent les centrales à charbon par des centrales nucléaires, les autres par un mix de renouvelables et de gaz naturel.
- **Scénario D (400 Mds €)** → l'ensemble des centrales à charbon de l'Union européenne est remplacé par des centrales nucléaires.



Les scénarios A, B et C n'intègrent pas le coût de la gestion de l'intermittence de l'éolien et du solaire, ni celui de leur adaptation au réseau. Difficiles à estimer, ces coûts sont importants, et pourraient accroître très significativement les montants d'investissement totaux de ces scénarios.



Qui paye ?

Le surcoût induit par le remplacement des centrales à charbon par des moyens bas-carbone se répartira entre les industriels du secteur, les pouvoirs publics (système de subvention) et les consommateurs d'électricité (répercussion du prix du carbone sur le prix de l'électricité).

L'ONU appelle à renoncer à l'agriculture industrielle

Par : [Marine Jobert](#) | [Le Journal de l'Environnement](#) 8 mars 2017

[NYOUZ2DÉS: si l'ONU le dit c'est sûrement que cela ne fonctionne pas.]



Les pesticides, bientôt de l'histoire ancienne? [[Wisconsin Department of Natural Resources/Flickr](#)]

La rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation de l'ONU dresse un réquisitoire des conséquences délétères des pesticides sur la faune, la flore et l'être humain. [Un article de notre partenaire, Le Journal de l'Environnement.](#)

«Être tributaire de pesticides dangereux est une solution à court terme qui porte atteinte au droit à une alimentation suffisante et au droit à la santé des générations actuelles et des générations futures.» Hilal Elver n'a pas la notoriété d'un Olivier De Schutter ou l'aura d'un Jean Ziegler, mais, tout comme ses prédécesseurs au poste de rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, cette juriste turque a la plume acérée. Dans un [rapport](#) consacré aux méfaits écologiques, sanitaires et sociaux des pesticides, elle dresse un réquisitoire implacable contre ces substances. Certes, elles ont «sans conteste contribué à permettre à la production agricole de faire face à des hausses sans précédent de la demande alimentaire», mais au prix de désastres sur «la santé humaine et l'environnement». Un procès à charge contre les transnationales, dont certaines activités devraient être pouvoir être encadrées et, le cas échéant, sanctionnées.

Toxiques, mais légaux

200.000. C'est le nombre de personnes qui, chaque année, meurent d'intoxication aigüe, dont 99% surviennent dans les pays en développement, «où les réglementations dans le domaine de la santé, de la sécurité et de l'environnement sont plus souples et appliquées moins rigoureusement». Les preuves des effets à moyen et long terme des pesticides, sur le vivant en général et l'être humain en particulier, sont plus ardues à apporter, d'autant que «l'ampleur des dommages causés par ces produits chimiques est systématiquement contestée [par l'industrie des pesticides et l'industrie agroalimentaire]». Et d'égrener la liste des pathologies, de mieux en mieux connues, imputables aux pesticides: Parkinson, Alzheimer, troubles hormonaux, troubles de la fertilité, etc. Avec quelles conséquences, en termes de politique publique? Les États du monde entier semblent sur la même ligne: celle de l'inaction. «Bien que les graves risques pour la santé que présentent nombre de

pesticides soient clairement établis, ceux-ci sont encore utilisés», constate la rapporteuse.

Droit à une alimentation sans pesticides

Le droit à une alimentation suffisante, reconnue par la Déclaration universelle des droits de l'homme, s'arrête-t-il là où commence la contamination par les pesticides? Oui, considère le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, «car ce droit englobe le droit à une nourriture exempte de substances nocives». Pour aujourd'hui et pour demain, insistent ces représentants de l'ONU. Or, avec des eaux de ruissellement contaminées, des populations de ravageurs perturbées, des écosystèmes déstabilisés et des sols privés de vie dont les rendements s'effondrent, les générations futures sont lésées. «Les arguments selon lesquels les pesticides seraient indispensables pour préserver le droit à l'alimentation et à la sécurité alimentaire entrent en contradiction avec le droit à la santé, compte tenu des nombreux impacts sanitaires associés à certaines pratiques d'utilisation des pesticides.»

Transnationales dans l'impunité

Derrière les États défaillants se dressent les multinationales toutes-puissantes. «L'industrie des pesticides est dominée par quelques sociétés transnationales qui exercent un pouvoir extraordinaire sur la recherche agrochimique, les initiatives législatives et les orientations en matière de réglementation au niveau mondial, dénonce le rapport. Elles ont aussi des responsabilités en termes de droits de l'homme.» Et c'est là tout le nœud du rapport: comment les rendre comptables et responsables de leurs agissements?

Des États trop bienveillants

Certes, il existe bien des traités, comme la convention de Stockholm ou celle de Montréal, qui ont débarrassé le monde (au moins sur le papier) d'affreux polluants. Mais pour des centaines de pesticides -très dangereux, mais qui n'entrent pas dans les clous de la réglementation- les étapes cruciales de leur cycle de vie échappent à toute réglementation. Et ces instruments juridiques recèlent quantité de subtilités (clauses d'exemption, règles de vote léonines...) qui permettent à des États de laisser sur le marché des produits toxiques, comme le Paraquat par exemple. Quant aux réglementations nationales, outre qu'elles sont fondées sur des études scientifiques discutables, elles sont peu mises en œuvre et peu contrôlées, faute de moyens. Résultat, des pesticides interdits au Nord finissent souvent dans les pays en voie de développement sans que personne n'y trouve à redire.

Renoncer à l'agriculture industrielle

Le 28 février, [l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture](#)

(FAO) alertait sur l'impossibilité, pour un monde en expansion démographique incontrôlée et aux rendements agricoles stables, de combattre la famine dans les décennies à venir, mais elle ne préconisait pourtant pas de réelles pistes pour tenter de sortir de la crise. Hilal Elver, elle, achève son réquisitoire sur une série de recommandations très fermes en direction des États. Car c'est à eux qu'il appartient de soutenir une agriculture libérée des pesticides dangereux et l'agroécologie, de protéger les femmes enceintes et les enfants de l'exposition à ces produits toxiques, de financer des études indépendantes sur leurs effets potentiels, de cesser de les subventionner et renforcer leur taxation ou de promouvoir une alimentation issue de l'agriculture biologique. Mais interdire et réglementer ne suffit plus: le moyen le plus efficace à long terme de réduire l'exposition à ces produits chimiques toxiques «est de renoncer progressivement à l'agriculture industrielle», conclut la rapporteuse.

Climat : déjà 2600 milliards de dollars d'actifs concernés par le mouvement de désinvestissement des énergies fossiles

22 septembre 2015 par [Olivier Petitjean](#)

Le mouvement mondial pour le désinvestissement des énergies fossiles continue de prendre de l'ampleur. À l'occasion de la Conférence des Nations unies sur le climat qui se tient à New York, les animateurs de cette campagne rendent public un rapport estimant à pas moins de 2,6 billions de dollars (2 331 milliards d'euros) la valeur totale des actifs déclarés « sans énergies fossiles », en raison de leur rôle dans la crise climatique. Il y a un an à peine, le mouvement de désinvestissement ne représentait encore que 50 milliards de dollars – soit une augmentation de 5000%.

Les énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole) constituent de loin la principale source de gaz à effet de serre, et la plupart des scientifiques s'accordent sur le fait qu'au moins 80% des réserves fossiles encore disponibles doivent rester dans le sol si nous voulons éviter les pires impacts du dérèglement climatique. Mais la solution en apparence évidente à la crise climatique – l'organisation d'une sortie rapide des énergies fossiles – s'est toujours heurtée à la puissance économique et politique des multinationales du secteur et de toutes celles qui dépendent directement ou indirectement des énergies fossiles.

Initié par le mouvement 350.org (lire [notre entretien](#) avec May Boeve, sa directrice exécutive), la campagne pour le désinvestissement a été peu à peu rejointe par des institutions religieuses, des universités, des fondations et organisations caritatives et, de plus en plus, des fonds de pension et d'autres grands investisseurs publics et privés (comme le fonds souverain norvégien ou encore le fonds de pension des fonctionnaires californiens). Au total, selon le dernier décompte, ce sont 436 institutions et 2040

individus (dont Leonardo diCaprio), dans 43 pays, qui se sont désormais joints au mouvement. Une bonne partie de l'argent ainsi retiré du secteur des énergies fossiles a été directement réinvestie dans les énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique.

Frilosité française

En France, l'ONG catholique CCFD Terre Solidaire a été la première à franchir le pas, et son exemple pourrait rapidement faire des émules. Du côté des fonds de retraite publics en revanche, (comme l'Ircantec, l'ERAFP ou encore le Fonds de réserve des retraites, dont [l'Observatoire des multinationales avait étudié](#) les investissements en début d'année), on se cantonne pour l'instant dans une attitude frileuse, en n'affichant qu'une volonté de « décarbonisation » très progressive de leurs investissements, sans exclusion directe des énergies fossiles. Le secteur de l'économie sociale et solidaire est lui aussi concerné, comme l'illustre la participation de la Macif au capital de Maurel et Prom, une entreprise pétrolière française aux pratiques controversées (lire [notre enquête](#)).

Tout comme la campagne de boycott de l'Afrique du Sud de l'apartheid des années 1970 et 1980, qui en constitue le modèle avoué, le mouvement pour le désinvestissement des énergies fossiles se veut un mouvement de protestation éthique contre l'inaction des gouvernements et la complicité des acteurs économiques en matière de dérèglement climatique.

Sa croissance exponentielle met en lumière, par contraste, l'apathie des gouvernements et des institutions internationales. C'est le cas en particulier du gouvernement français qui, en vue de la Conférence internationale sur le climat de Paris à la fin de l'année, a choisi d'accorder une large place à des champions des énergies sales comme Engie, EDF, Renault, Air France ou BNP Paribas, au prétexte qu'ils peuvent « faire partie de la solution » (lire [Pour sponsoriser la Conférence climat de Paris, le gouvernement choisit les multinationales françaises les plus polluantes](#)). La montée en puissance du mouvement de désinvestissement contribuera-t-elle à briser cette logique de résignation ?

Olivier Petitjean

Climat et démographie: comment apaiser un débat orageux

Diarmid Campbell-Lendrum (a) & Manjula Lusti-Narasimhan (b)

Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé 2009

a. Département Santé publique et environnement, Organisation mondiale de la Santé, 20 avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse.

b. Département Santé et recherche génésiques, Organisation mondiale de la Santé, Genève, Suisse.

Correspondance avec Diarmid Campbell-Lendrum (courriel: campbelllendrumd@who.int).

Pris séparément, le changement climatique et la démographie font partie des questions les plus controversées en matière de politique publique. Le fait de les associer ne peut manquer d'alimenter un débat houleux. L'article de Bryant et al. (852–857) dans ce numéro [1] suggère une approche plus constructive pour aborder simultanément ces deux préoccupations.

Au-delà de toutes ses complexités, la difficulté fondamentale de la politique sur le changement climatique réside dans la contradiction apparente entre, d'une part, la volonté d'optimiser les progrès à court terme au niveau individuel ou national (augmentation du PIB par habitant par l'utilisation des énergies fossiles bon marché) et, d'autre part, la nécessité de préserver à long terme les retombées bénéfiques communes (atténuer le changement climatique et réduire au maximum son impact sur les systèmes naturels et humains dans le monde entier).

La question de l'équité est intrinsèquement liée à ce débat. Les populations qui, dans le passé, ont le moins contribué aux émissions des gaz à effet de serre sont aussi celles qui sont les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique, y compris pour leur santé [2,3]. Les gouvernements des pays en développement sont donc peu enclins à vouloir limiter les émissions de gaz à effet de serre et contribuer ainsi à résoudre un problème qui, jusqu'à présent, est venu d'ailleurs. De leur côté, les gouvernements des pays riches reconnaissent en général leur devoir de prendre l'initiative pour combattre le changement climatique, mais ils hésitent à instaurer des politiques, dont ils pensent qu'elles auront des effets nocifs sur la croissance économique à court terme et sur leur compétitivité face aux économies émergentes.

À certains égards, ce débat n'est pas sans analogie avec celui concernant la politique démographique. Là encore, on observe des tensions potentielles entre les droits immédiats de l'individu (dont celui de maîtriser sa fécondité) et les préoccupations à plus long terme, valant pour l'ensemble de la population (les ressources naturelles et socio-économiques n'arrivent pas à suivre la croissance démographique, ce qui freine le développement et réunit les conditions pour la survenue de conflits).

Même si ces deux questions sont étroitement liées, les tentatives pour en débattre simultanément ont été souvent orageuses et n'ont pas beaucoup éclairé la situation. Bien que les émissions de gaz à effet de serre soient principalement imputables aux modes de consommation dans les pays riches, la population humaine dans son ensemble est aussi un déterminant fondamental.

Pourtant, certains milieux ont été outrés à la simple évocation du fait, plutôt évident, que le nombre d'enfants d'une personne constitue en soi une contribution majeure à «l'héritage» que cette personne laissera en termes d'émissions de gaz à effet de serre [4].

Comme la croissance démographique est la plus rapide dans les pays en développement, certains ont suggéré qu'il fallait partir de là pour agir sur le changement climatique. Les pays en développement ont alors répondu qu'en moyenne, les émissions pour un enfant

naissant dans les pays pauvres étaient, et selon toute vraisemblance continueront d'être, bien plus faibles que pour un enfant naissant dans les pays riches. Ils ont argué qu'on stigmatisait «un comportement prolifique» de leur population comme base de négociation pour les engagements sur les gaz à effet de serre [5].

Peut-on avoir un débat constructif sur ces questions? La meilleure approche consiste probablement à partir du point le moins controversé, en déterminant les convergences, plutôt que les divergences, des objectifs dans les domaines des droits de l'homme, de la santé, de l'environnement et de l'équité.

On peut structurer le débat à partir du fait que, dans les pays en développement, quelque 200 millions de femmes expriment des besoins non satisfaits en matière de planification familiale [6]. Les arguments qui suivent plaident en faveur de la satisfaction de ces besoins.

Premièrement, la maîtrise de la procréation est un droit de la personne, qui s'appuie sur le tournant qu'a marqué en 1994 le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

L'amélioration de l'accès aux services de santé génésique fait également partie des objectifs du Millénaire pour le développement. Deuxièmement, elle s'accompagne de progrès majeurs pour la santé publique: des études systématiques dans de nombreux pays montrent que l'espacement des naissances, de moins de 18 mois à plus de 36 mois, s'associe à une baisse de deux tiers des taux de mortalité de l'enfant [7]. Troisièmement, la diminution de la surpopulation locale réduit la vulnérabilité aux perturbations environnementales et autres sur le court terme. Quatrièmement, sur le long terme, elle atténue les changements climatiques et d'autres pressions sur l'environnement mondial [8].

D'autres études ont déjà déterminé que l'amélioration de l'accès aux services de santé génésique était l'une des interventions profitables pour tous, en ce sens que, simultanément, elle améliore le bien-être individuel et réduit les changements climatiques [9-11].

L'article de Bryant et al est cependant le premier à fournir une argumentation solide pour le troisième point, en montrant que la majorité des pays les moins avancés mentionnent la pression démographique comme l'un des grands déterminants de leur vulnérabilité au changement climatique.

Le fait que ce soient les pays affectés eux-mêmes qui en parlent comme d'une priorité locale permet d'éviter le conflit qui surgit dès qu'on évoque le contrôle de la démographie comme moyen de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre.

L'ordre des arguments joue un rôle crucial pour développer ce raisonnement. Les droits de la personne passent en priorité, la santé de la population et les avantages pour l'environnement local et mondial étant des retombées indirectes positives et importantes. En revanche, si l'on veut justifier la limitation de la fécondité des femmes au niveau

individuel en invoquant la nécessité de lutter contre le changement climatique, on provoquera au mieux la controverse et, au pire, on cautionnera la suppression des libertés individuelles.

Ce nouvel article apporte une contribution importante. Il nous rappelle aussi que, bien que l'argumentaire pour les services de planification familiale aille de soi, il faut néanmoins le construire soigneusement et traiter ces questions avec beaucoup de doigté.

NOUS N'AVONS PAS LES MEMES VALEURS

Patrick Reymond 10 mars 2017

Le journal de base, ment comme il respire. Sinon il aide Paul l'emploi à chercher.

"Un gisement de pétrole gigantesque découvert en Alaska". A 1.2 milliards de barils récupérables, le mot gigantesque n'est pas de mise. "un potentiel de 120 000 barils jour".

Au niveau de la consommation mondiale, ce gisement, c'est 10 jours. Impressionnant. Pour donner un ordre de grandeur, 120 000 barils, c'est ce que produit peu ou prou le gisement ex-géant Cantarell au Mexique, à l'heure actuelle. Il y a 13 ans, celui-ci produisait 2.2 millions de barils/jour. Le complexe Ku Maloob Zaap, lui, produit 853 000 barils/jour (toujours au Mexique), et c'est un gisement moyen.

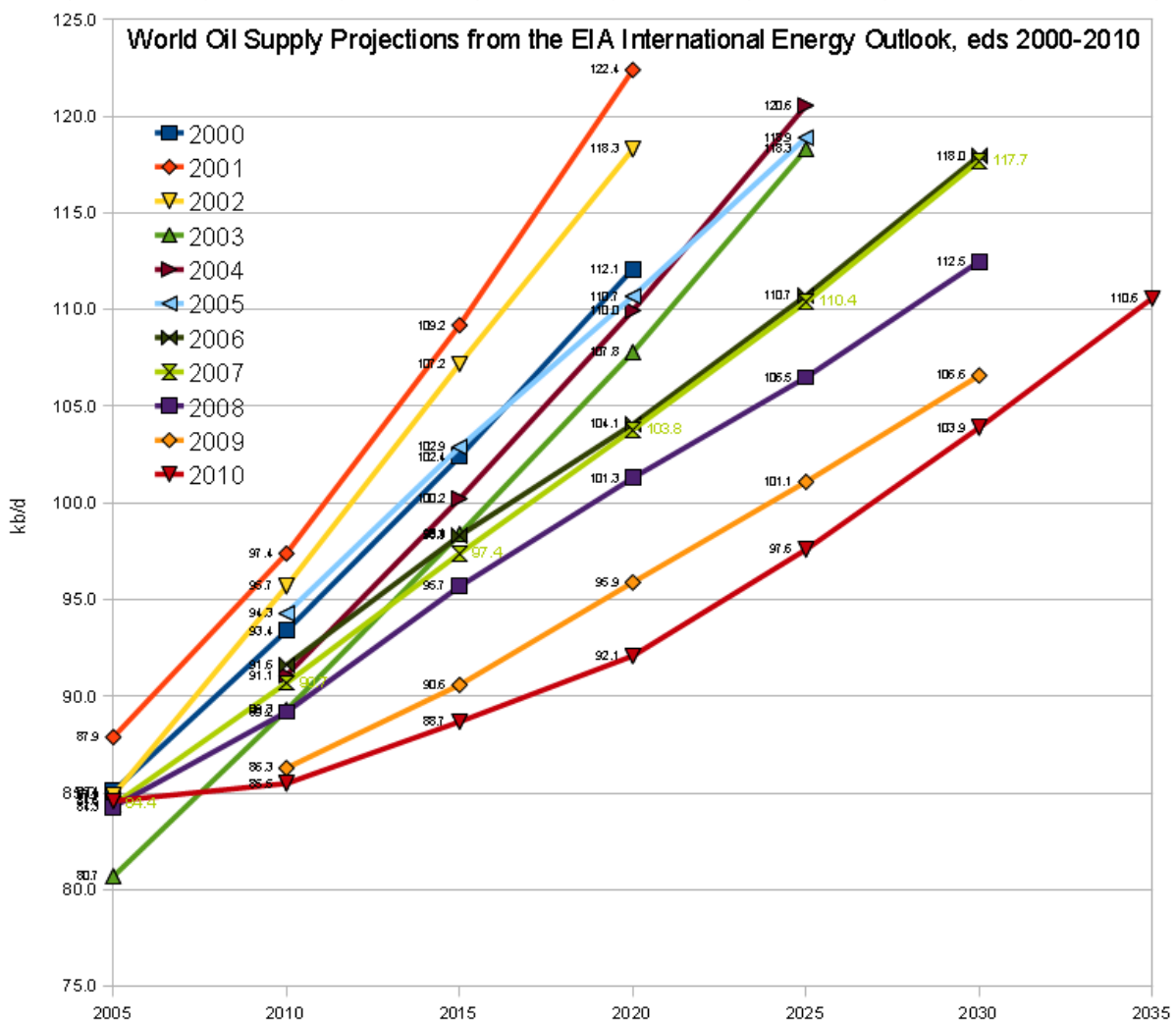
le terme de géant n'est donc pas de mise.

La pressetituée se comporte, là aussi, et même pire qu'ailleurs, en simple organe de propagande. Mais là, cela passe inaperçu, pourtant c'est encore pire qu'en matière politique.

Sans doute est ce une réponse à l'article sur l'agence internationale de l'énergie sur la menace de pénurie.

On raconte une salade pour que vous dormiez bien. Pourtant la crise est confirmée. L'agence n'attend pas un rebond des investissements pétroliers. Il y aura donc pénurie. Et pénurie physique.

L'AIE de l'énergie a d'ailleurs passablement ravalé ses ambitions. On parle de 103 millions de baril au début 2020. En 2000, on parlait de 125 millions de barils. Manque de bol, c'est donc bien la pénurie physique qui a commencée.



Une crise qui commence par le ralentissement de la croissance ne met en garde personne. Elle commence doucement, et de manière inaperçue, mais finit quand même, de la même manière, à la Mad max, genre Syrie.

PETIT RAPPEL DES FAITS

Patrick Reymond 10 mars 2017

Suite au courrier d'un lecteur, je vois qu'il faut rappeler un contexte.

Il y a une différence fondamentale, entre marcher sur une route goudronnée, et marcher sur un chemin. C'est plus facile sur la route. le chemin, lui, ça dépend de la nature du chemin et de la météo. C'est plus facile de marcher sur les chemins de pierre, que sur les chemins de terre. Surtout quand il pleut.

Quand il fait franchement mauvais, le chemin de terre peut être horrible. On peut avoir de la boue jusqu'aux genoux, et l'avance est nettement moins facile.

C'est un peu ça pour le pétrole. Dans les années 1970-2000, on avançait guère, le 1 %

par an. Mais facilement. On investissait de l'ordre de 50 milliards de \$ par an.

Depuis 2000, c'était le changement. 100, puis 150, puis presque 700 milliards de \$ pour obtenir la même progression, mais plus au même endroit. Plus dans la prospection classique. La prospection classique, elle, patine totalement, malgré les 700 milliards. C'est, le reste, ailleurs, qui progresse, les condensats, les agro-carburants, les pétroles lourds, le pétrole de schiste. Des catégories à part.

Mais ce 1 % même, n'est pas suffisant. Parce que la population terrestre augmente du même chiffre. Il n'y a donc plus de croissance de la production pétrolière par tête (depuis 1979), et le repli s'accroît.

Le pétrole de 2017, consiste à dépenser 1 pour recueillir 10. C'était bien plus haut en 1973, de l'ordre de 1 pour 30.

L'agro-carburant, lui même, c'est la transformation de l'ordre de 1 pour 1, d'autres sources, en carburant. Le méthanol produit par le gouvernement de Vichy, lui, était plus profitable, puisque entièrement fabriqué à base de renouvelable. Mais confidentiel, dans une économie qui "avant", mangeait 3 millions de tonnes de carburants.

On fait feu de tous bois. On peut même interdire toute utilisation du pétrole, ailleurs que dans le transport, cela donnera quelques maigres marges de manoeuvre, à conditions que des imbéciles à 15 000 euros par mois n'interdisent pas le moteur diesel...

On peut sans doute faire mieux pour le carburant. Produire encore plus d'agro-carburants. Distiller du méthanol. Simple report d'échéance, dans une machinerie qui grince et grincera de plus en plus.

Le surplus de production a été établie avec un effort totalement démesuré pour des effets incertains. Continuer encore un peu, comme avant. "Encore un instant, monsieur le bourreau".

L'intérêt profond ? Aucun.

Le gros de la progression a été obtenu dans le pétrole de schiste aux USA, mais ce n'était pas un calcul économique cohérent.

Dans une économie de guerre, on peut fabriquer 10 millions de tonnes de carburants synthétiques, comme le III^e Reich, mais c'est parce qu'on se fout totalement de la rentabilité économique. Changer de 3 à 5 de charbon (anthracite) en 1 de carburant, oui, mais ce n'est pas un calcul à long terme. Tiens, justement, un Taux de retour énergétique de 5 pour 1, c'est le pétrole de schiste aux USA...

Pour la production classique, c'est bientôt le 5 pour 1, surtout aux USA.

Pour dire la vérité vraie, il faut avoir un cancer

Biosphere 10 mars 2017

Marion Copley, une toxicologue galonnée de l'EPA (Agence américaine de protection de l'environnement) adresse un courriel daté du 21 mars 2013 à l'un de ses supérieurs qui supervise le CARC (*Cancer Assessment Review Committee*). La missive est terrible. Le glyphosate (la molécule miracle de Monsanto) ? La chercheuse énumère quatorze mécanismes d'action par lesquels la substance, dit-elle, peut initier ou promouvoir la formation de tumeurs. « *Non seulement chacun de ces mécanismes est à lui seul capable de provoquer une tumeur, mais le glyphosate les enclenche tous de façon simultanée,* ajoute Marion Copley. *Il est fondamentalement certain que le glyphosate est cancérigène.* » L'expertise du CARC est entamée depuis plus de trois ans. Bien mal entamée, selon elle. Le propos se durcit. « *Jess [c'est le prénom du destinataire], nous nous sommes toi et moi disputés de nombreuses fois à propos du CARC et tu me contredis souvent sur des sujets hors de ta compétence, ce qui n'est pas éthique,* ajoute-t-elle, de plus en plus amère. *Ta maîtrise obtenue en 1971 au Nebraska est complètement obsolète, en vertu de quoi la science du CARC a dix ans de retard sur la littérature scientifique.* » Les accusations vont crescendo : « *Pour une fois, écoute-moi et arrête tes connivences et tes jeux politiques avec la science pour favoriser les industriels,* écrit-elle. *Pour une fois, fais ce qu'il y a à faire, et ne prends pas tes décisions en fonction de la manière dont elles vont affecter ton bonus.* » Ce n'est pas tout. Marion Copley accuse aussi le destinataire d'avoir « *intimidé les experts du CARC* » et d'avoir « *modifié* » deux autres rapports après leur finalisation, « *pour favoriser l'industrie* »... La lettre de Marion Copley pourrait peser très lourd. Mais quelques mois plus tard, le 21 janvier 2014, Marion Copley, 66 ans, était emportée par la maladie.*

La lettre de Marion Copley n'a pas pesé bien lourd, les intérêts financiers sont les plus forts et participent de la post-vérité. Les procédures de Donald Trump, mentir, semer le doute et inventer n'importe quoi pour détourner l'attention ne sont pas nouvelles, elles ont été utilisées aussi bien par l'industrie du tabac, de l'amiante, des lobbies pétroliers ou des produits chimiques. Le problème, c'est que même dans les « Académies scientifiques » ou autres experts des agences de protection des consommateurs, il y a toujours des personnes qui préfèrent l'argent et le statut que leurs procurent des firmes plutôt que de dire la vérité. Alors il faut attendre d'avoir un cancer en phase terminale ou de partir à la retraite pour dire la vérité. Un lanceur d'alerte dans une entreprise est vite envoyé aux oubliettes par sa hiérarchie.

Pour la question du pic pétrolier, il en est de même, ce sont des experts à la retraite qui ont dit une vérité bien occultée aujourd'hui. Des transfuges de l'industrie pétrolière ont fondé l'[ASPO](#) (Association pour l'étude du pic pétrolier et gazier) en 2000. Son fondateur l'Irlandais Colin Campbell est né en 1931, il avait dirigé le département Géologie d'Amoco avant de terminer sa carrière comme vice-président de Fina. Robert Hirsch, ancien directeur de la prospection pétrolière chez Exxon, annonce lors de la conférence mondiale de l'ASPO à Vienne en 2012 que la production de pétrole – non conventionnel inclus – est entrée depuis 2005-2006 dans une phase de plateau instable.

Le monde, dont l'énergie est fournie à 85 % par les fossiles, sera confronté assez prochainement à des turbulences pires que celles qui ont accompagné les chocs pétroliers de 1973 et de 1980. En France le spécialiste de l'ASPO, Jean Laherrère, ancien ingénieur pétrolier, est **né en 1931**. Ce sont les Cassandre des temps modernes, ils ont dit la vérité sur la fin de leur vie, ils ne sont pas écoutés, occupés que nous sommes par les sirènes du marketing, étouffés par le lobbying des industries fossiles, écrasés par les intérêts financiers.

*LE MONDE du 7 mars 2017, *Le cancer de Monsanto*

Un Arctique libre de glace avec un réchauffement de plus de 2°C

Par [Johan Lorck](#) le mars 9, 2017

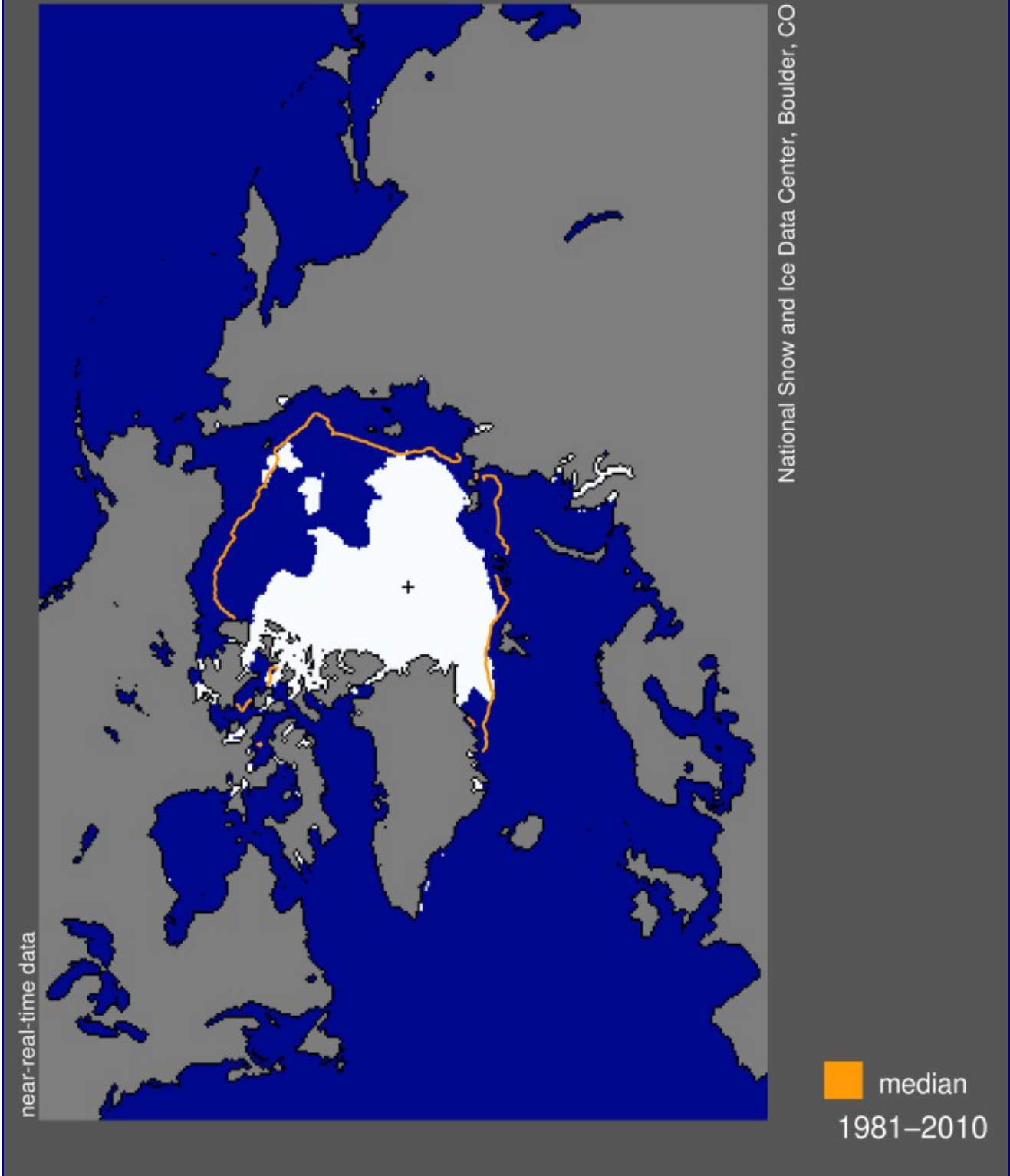
Quel seuil de réchauffement provoquera une fonte totale des glaces de l'Arctique au cours du XXI siècle ? D'après une étude publiée dans *Nature Climate Change*, la banquise disparaîtrait très probablement avec 3°C au-dessus de la température préindustrielle. Une hausse de 2°C aurait 40% de chances d'anéantir la couverture de glace estivale. Une limitation à +1,5°C permettrait en revanche de conserver un minimum de banquise l'été.

Si le réchauffement climatique se limite à 1,5°C au-dessus du niveau préindustriel, il n'y a quasiment aucune chance pour assister d'ici la fin du siècle à une disparition totale de la banquise arctique l'été. La chance pour qu'une telle élévation des températures dégage l'océan arctique de toute glace estivale n'est que de 1 sur 100 000, [selon un article](#) pour la revue *Nature Climate Change*.

En revanche, une hausse de 2°C, l'objectif défini lors de la COP21 à Paris, n'offrirait aucune garantie. La probabilité s'élèverait en effet à 39%, d'après les auteurs de l'étude, James Screen et Daniel Williamson (université d'Exeter). Et même si l'Océan Arctique n'est pas totalement dégagé, il ne restera plus beaucoup de glace.

Pour établir les prévisions les plus fiables, les chercheurs ont comparé les simulations des modèles climatiques aux changements réellement observés depuis une décennie. Les dernières extensions, comme celle que l'on peut voir ci-dessous ont été utilisées pour sélectionner les modèles qui reproduisaient le plus fidèlement les observations.

Sea Ice Extent
09/10/2016



Extension de la glace de mer le 10 septembre 2016. Source : NSIDC.

La glace de mer atteint un maximum en hiver – de l'ordre de 14 millions de km². C'est à la fin de l'été qu'elle arrive à son minimum. Sur la période 2007-2016, l'extension

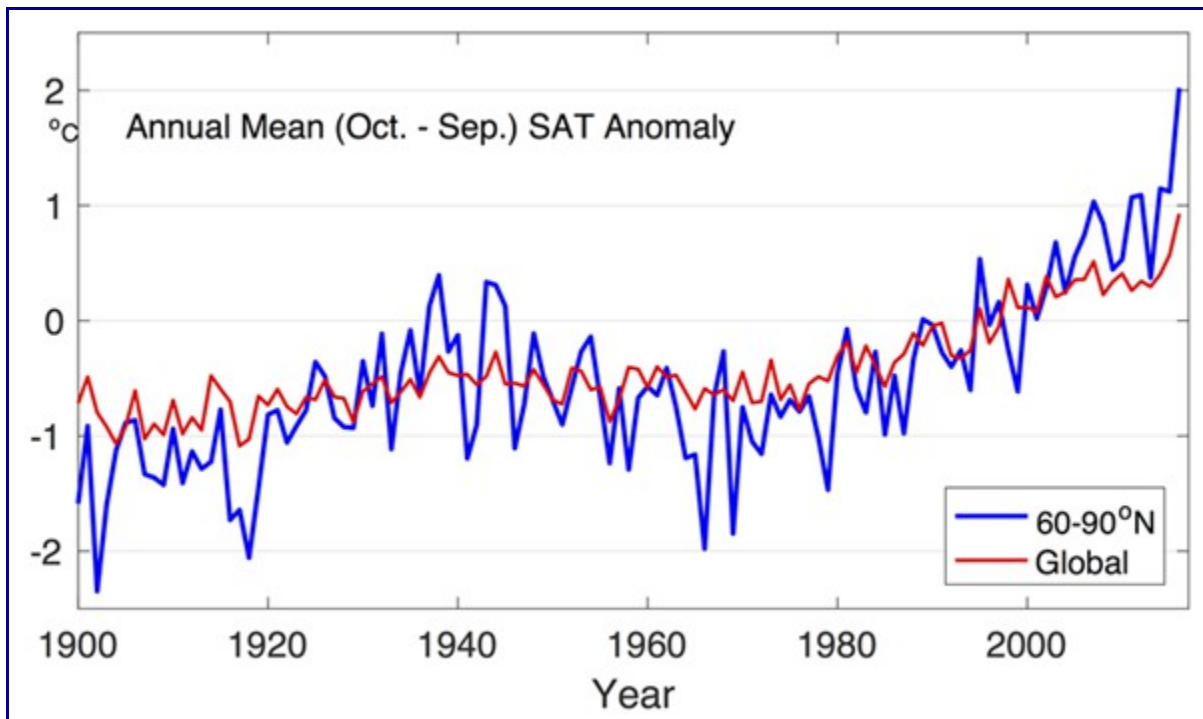
minimum en Arctique a été en moyenne de 4,8 millions de km² (contre 6,70 millions de km² entre 1979 et 2000). D'après James Screen et David Williamson, les modèles les plus réalistes prévoient une banquise réduite à 2,9 millions de km² avec un réchauffement de 1,5°C et à 1,2 millions de km² avec +2°C. On trouvera ci-dessous un rappel des dix plus faibles extensions depuis le début des relevés en 1979 (source : NSIDC).

1	2012	3.39
2	2016 et 2007	4.14 et 4.15
3	2011	4.34
4	2015	4.43
5	2008	4.59
6	2010	4.62
7	2014	5.03
8	2013	5.06
9	2009	5.12
10	2005	5.32

Les auteurs de l'étude précisent que par « Arctique libre de glace », il faut entendre un seuil de 1 million de km². Même si l'Océan arctique est totalement dégagé, il restera quand même un peu de glace le long de la côte nord du Groenland et de l'île d'Ellesmere, située dans le Nunavut (Canada).

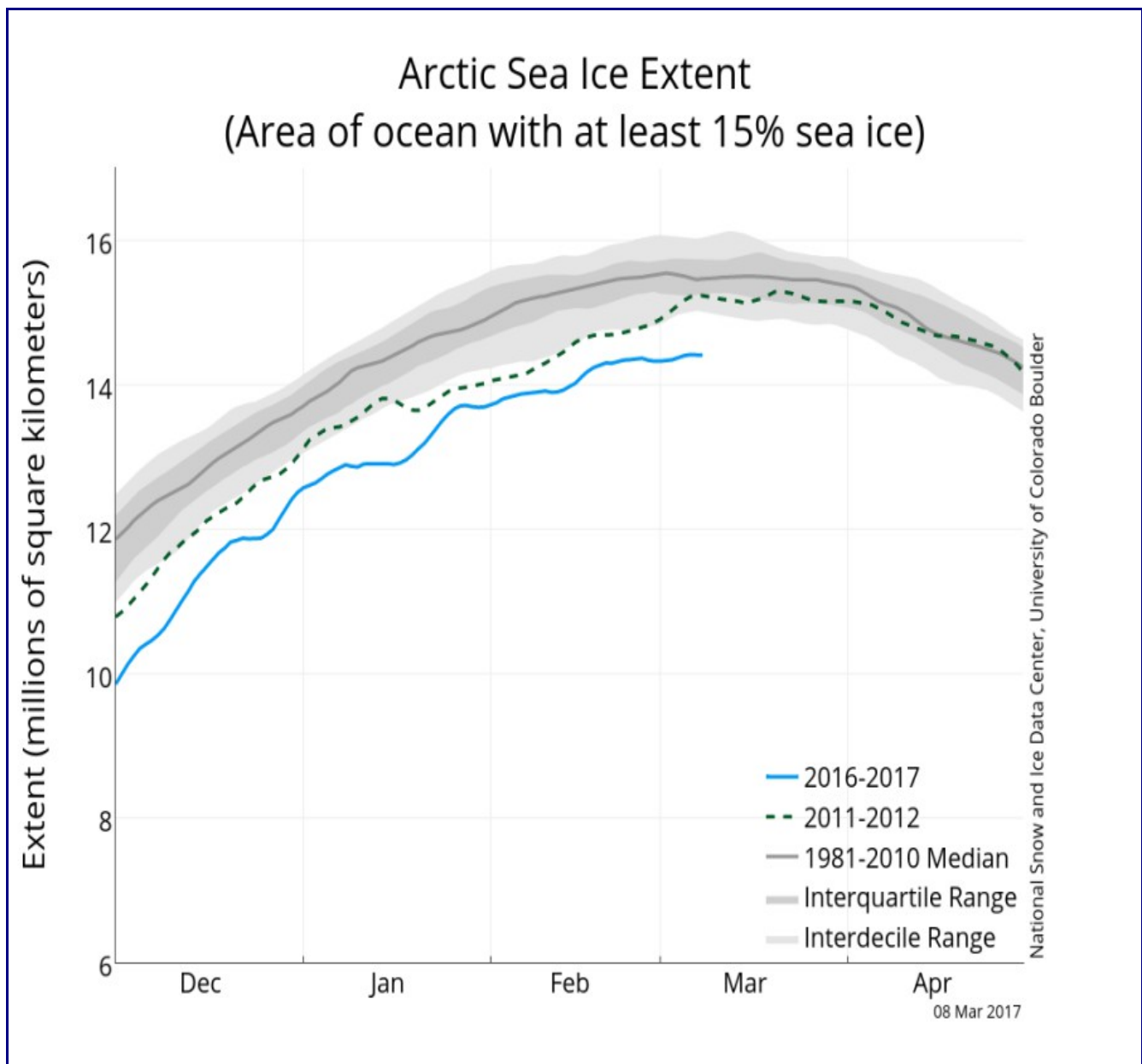
S'il n'y a déjà pas de certitude d'éviter un océan libre de glace avec +2°C, la tendance actuelle mènerait probablement à une disparition totale de la glace de mer au cours du XXI siècle. Les engagements présentés par les Etats lors de la COP21 de Paris nous conduiraient aux alentours de 3°C au-dessus de la température préindustrielle, avec 73% de voir un Arctique sans glace estivale.

Le record d'extension minimum a été établi en 2012 avec 3,41 millions de km². En 2016, l'Arctique a connu un réchauffement sans précédent. Entre octobre 2015 et septembre 2016, l'anomalie de température à la surface des terres situées au-delà de 60° Nord a été de +2,2° C par rapport à la moyenne 1981-2010, selon le dernier *Arctic Report Card*. C'est de loin la moyenne la plus élevée depuis le début des mesures en 1900. Par rapport au début du XXe siècle, l'augmentation atteint 3,5°C.



Température à la surface des terres arctiques (au nord de 60°N, en bleu) et température globale à la surface des terres (en rouge) pour la période 1900-2016 par rapport à la moyenne 1981-2010. Source : CRUTEM4.

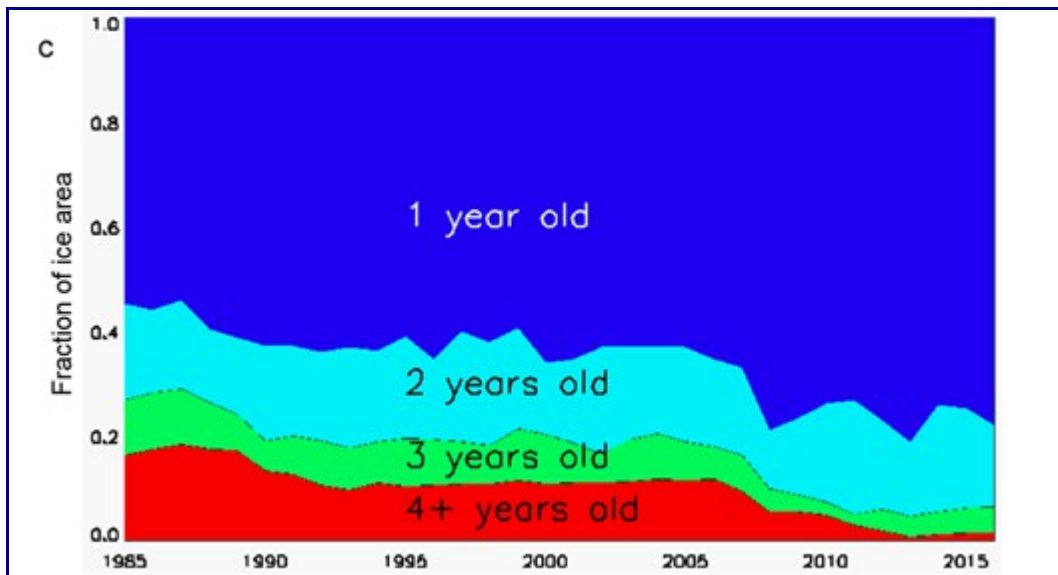
On peut voir ci-dessous la tendance des derniers mois (en bleu) par rapport à la situation de 2012 (pointillés).



Extension de la glace de mer arctique. Source : NSIDC.

L'amincissement de la glace de mer montre que la situation de l'Arctique est déjà précaire : la glace pluriannuelle ne compte plus que pour 22% du total. Désormais, 78% de la glace n'a pas plus d'une année d'existence, ce qui la rend plus fragile. En comparaison, la glace pluriannuelle représentait 45% de la couverture glaciaire en 1985.

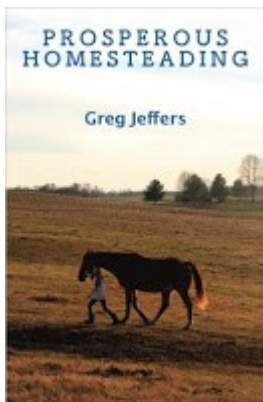
L'âge de la glace est un indicateur important de l'état de la banquise arctique. La glace ancienne tend à être plus épaisse et donc plus résistante aux forçages atmosphériques et océaniques que la glace jeune.



Evolution âge de la glace depuis 1985. Source : M. Tschudi.

Homesteading : qu'est-ce donc?

Par Dmitry Orlov – Le 14 février 2017 – Source [Club Orlov](#)



Le livre [Prosperous Homesteading](#) est sorti depuis un peu plus d'une semaine maintenant et se vend très bien. Mais, sur la base des commentaires reçus à ce jour, le concept de « [homesteading](#) », tel qu'il est défini dans ce livre très utile, doit être mieux expliqué. Oui, vous pouvez enregistrer votre maison comme un [homesteading](#) pour la protéger contre la saisie ou pour abaisser vos impôts. Seriez-vous alors dans un cas de [homesteading](#)? Non.

Le [homesteading](#) n'est pas un passe-temps, une entreprise ou un hobby individuel ; c'est l'activité principale d'une famille. Il s'agit d'un « bouclier de vie » essentiel, un moyen de contourner les contraintes imposées par une société en ruine qui survit en parallèle, mais qui est incapable de simplement considérer des changements absolument essentiels. Il s'agit de vous isoler vous-même et votre famille des aléas d'un système qui dysfonctionne pour récupérer un avenir viable et

la tranquillité d'esprit.

Il y a un peu plus d'une décennie, je suis tombé dans une autre forme de vie en marge : le seasteading. Nous avons vendu la maison et la voiture, acheté un voilier et navigué au loin. Cela m'a permis de quitter un emploi dans une entreprise et de consacrer la majeure partie de mon temps à faire de la recherche, à écrire et, en général, à profiter. Le voilier, en tant que forme de vie en marge, a permis à ma famille de sortir de la « [loi d'airain](#) » maison-voiture-travail à laquelle une grande partie de la population est asservie.

Bien que le seasteading nous ait permis de réduire considérablement nos dépenses et nous ait donné beaucoup de possibilités de choix, en tant que solution c'est incomplet : nous avons encore besoin d'un revenu externe, et dans un contexte économique précaire, une telle dépendance ne doit pas être prise à la légère. Le [homesteading](#) résout ce problème, car en pratiquant le homestead, vous produisez tout ce dont la famille a besoin, y compris un surplus de richesses nécessaires pour la maintenance et pour acheter les quelques éléments qui doivent encore être achetés.

Alors, qu'est-ce que [homesteading](#) ? Ce n'est certainement pas du jardinage. La plupart des gens qui jardinent vont encore au magasin pour la nourriture, tandis que les homesteaders font pousser tout ce qu'ils mangent à l'exception de ces choses qui peuvent être achetées en vrac à bien meilleur marché que ce qu'ils peuvent produire, telles que les céréales (à moulin dans la ferme selon les besoins, parce que le stockage de farine ne fonctionne pas), et les articles que le homesteader ne peut pas produire, comme le sel et les pièces de rechange. D'autres exceptions incluent les produits de luxe comme l'huile d'olive, le café et le thé.

Le [homesteading](#) n'est pas de l'agriculture, parce que les agriculteurs produisent généralement un certain nombre de cultures de rente qu'ils vendent au lieu de se concentrer sur la production de tout ce qu'ils utilisent et de couper dans les achats de leur nourriture à l'extérieur. L'agriculture est une activité hautement réglementée ; le [homesteading](#) est à peine réglementé. Il est possible d'exploiter une entreprise à partir d'une ferme (et c'est souvent une bonne idée) ; mais c'est une idée terrible de traiter le homesteading comme une entreprise.

Alors, qu'est-ce que le [homesteading](#) ? C'est l'activité de trouver et de couper chaque cordon ombilical qui vous lie à l'économie de la dette, à l'extérieur. C'est le processus consistant à éliminer à peu près chaque dépense en faisant à la ferme votre nourriture, l'eau, le carburant et, enfin, le capital. C'est l'accumulation de capital sous forme de terres agricoles et de bétail, qui permet à un homesteader de transmettre un héritage pour sa succession aux générations futures – aux enfants nés dans le homestead.

Pour prospérer avec une famille pratiquant le [homesteading](#), les dépenses doivent être réorientées, des activités qui ne produisent pas et ne durent pas vers celles qui le font.

Les factures pour la télévision par câble, l'hypothèque, les assurances, les combustibles fossiles et de nombreux dispositifs d'économie du travail, le confort et le luxe sont éliminés complètement. Les factures d'électricité et d'eau sont réduites ou éliminées (selon la situation locale). Les dépenses pour les actifs improductifs, tels que le logement (c'est-à-dire la maison) sont réduites. Au lieu de cela, l'argent est redirigé vers des biens productifs : terre, bétail et outils.

Certaines personnes qui ont commenté l'[article de la semaine dernière](#) ont posé une question raisonnable : qu'en est-il de la communauté ? Oui, la communauté est très importante et c'est précisément la présence de la communauté environnante de familles prospères pratiquant le [homesteading](#) qui a permis à Jeffers et à sa famille de trouver un moyen de prospérer aussi. Ainsi, on peut dire qu'un homestead prospère nécessite des voisins prospères. Des familles fortes forment des collectivités fortes. Pour survivre, les communautés doivent être intergénérationnelles et se fixer un objectif explicite de fournir les moyens de subsistance à leurs enfants. Une communauté [homesteading](#) n'est donc rien de plus qu'une famille élargie.

[Dmitry Orlov](#)

[Note du Saker Francophone](#)

Ce que Dmitry Orlov décrit en terme de relation entre homesteaders, c'est tout simplement les facteurs d'entraide décrits par [Kropotkine dans son livre Entraide](#).

À noter quand même que c'est un concept juridique légal aux États-Unis avec le [Homestead Act](#) (1862). Cela pourrait donner des idées en Europe ou en France...

[POTUS chez SOTUS](#)

Par James Howard Kunstler – Le 3 mars 2017 – Source [kunstler.com](#)



[SOTU](#)

Le président Trump a recueilli des soutiens de plusieurs côtés, pour ne pas avoir agi comme un fou quand il a prononcé son discours sur l'État de l'Union, mais une

partie du spectacle m'a arraché la gueule : deux minutes d'applaudissements pour Carryn Owens, veuve de William « Ryan » Owens, le Navy SEAL récemment tué en action au Yémen.

Cette culture est tellement ancrée en nous, que nous avons perdu tout sens du comportement approprié et du décorum. Une telle situation exige habituellement une minute de silence, pas des applaudissements. Ne le savons-nous pas? Ce n'est pas une cérémonie de remise des prix. Être veuve d'une telle manière est un événement grave de la vie, pas un accomplissement. Non seulement nous nous sommes laissés emporter par l'émotion, mais nous ne savons même plus quelle émotion attacher à quel événement. Et le seul comportement approprié dont nous paraissions incapables est la solennité silencieuse – ce qui n'est pas surprenant, dans une société assaillie par le bruit incessant des nouvelles.

Bien sûr, les politiciens rassemblés suivaient le signal du président Trump qui applaudissait le plus fort – et droit sur le podium des micros – et il n'a rien lâché, jusqu'à ce que tout le monde dans l'assemblée soit pris en otage de sa stupide acclamation, dans l'ensemble une démonstration intéressante de folie collective.

En parlant de comportement et d'informations, qu'est-ce qui est passé par la tête de ces femmes congressistes démocrates, toutes en costume blanc? Le LA Times s'est aventuré à supposer que c'était la couleur emblématique pour les suffragettes de retour à l'ouvrage. Les congressistes n'ont peut-être pas entendu, mais cette bataille est terminée. Beaucoup de femmes ont effectivement voté lors des élections récentes, certaines même pour ces femmes titulaires de leur charge. Le même journal a également suggéré qu'elles pouvaient imiter le pantalon blanc sacré que leur héroïne déchu, Hillary, portait à l'occasion de sa demi-apothéose lors de la convention l'été dernier. Est-ce que ce genre d'accoutrement n'est pas quelque chose ordinairement réservé à l'école secondaire ou au KKK?

Quelques autres notes sur les particularités de la soirée du [SOTU](#) :

Le dilemme de l'ObamaCare. Un fiasco à coup sûr. Il n'est pas rare qu'une famille paie 12 000 \$ par an, pour une police d'assurance qui supporte une franchise de 5 000 \$. C'est un chiffre intéressant, dans un pays où la plupart des gens n'ont même pas assez d'argent comptant pour les réparations routinières de leur voiture. L'injustice cruelle et idiote d'un tel arrangement ne peut se produire que dans une société qui a normalisé le mensonge omniprésent, la fraude comptable universelle et le racket par les grandes entreprises. Personnellement, je doute que le système actuel de soins de santé puisse être réformé. Quoi qu'il en soit, nous commençons du mauvais pied sur ce sujet.

La partie dont personne ne parle est le système de prix psychopathique autour de la médecine. Le coût moyen d'un accouchement hospitalier normal (non chirurgical) en Amérique de nos jours est de 10 000 \$. Quoi? Une appendicectomie: entre 9 000 \$ et 20 000 \$ selon le lieu. Quoi? Ces jours-ci, un remplacement d'une hanche coûte environ \$

38.000. Bien sûr, vous ne saurez jamais ce qu'un traitement ou une procédure coûte avant de l'avoir faite. Ils ne vous le diront tout simplement pas. Ils diront quelque chose de complètement ridicule comme « nous ne savons pas. »

La dernière fois que j'ai eu une arthroplastie de la hanche, j'ai reçu un rapport d'assurance-hospitalisation de la compagnie d'assurance qui disait : « Chambre et pension, 36 heures... 23 000 \$ », sans compter la facture du chirurgien et le coût de l'implant métallique, juste pour occuper un lit pendant un jour et demi en attendant d'être pris en charge. Ils n'ont rien fait d'autre que prendre ma tension et ma température une dizaine de fois, et me donner quelques pilules d'hydrocodone.

La vérité laide, chers lecteurs, est que la médecine aux États-Unis est un racket avec prise d'otages. Ils vous coincent contre un mur dans un moment de faiblesse et ils extraient de vos poches le maximum pour vous permettre de continuer à vivre, sans aucune corrélation significative avec les services rendus. Jusqu'à ce que ces racketteurs soient obligés par la loi de publier leurs prix ouvertement et de manière transparente, aucun ajustement du rôle des assureurs ou de la politique gouvernementale ne fera aucune différence. Notez également qu'il existe un lien direct entre les salaires scandaleux des cadres de l'hôpital et leurs machinations sur les prix, non transparents, malhonnêtes, basés sur l'extorsion. L'industrie pharmaceutique est, bien sûr, un racket secondaire et doit être assujettie au genre de traitement que le ministère de la Justice a utilisé contre les gens du [Syndicat des conducteurs](#).

Le système de santé ne sera probablement pas réformé, mais s'effondrera, et quand il le fera, il se réorganisera d'une manière qui ressemblera à peu près à la pratique actuelle. D'une part, les citoyens devront prendre le contrôle de leurs propres comportements désastreux, en particulier leur consommation alimentaire, ou en subir les conséquences, à savoir une mort prématurée. Deuxièmement, le système hospitalier doit être décentralisé, afin que les localités soient à nouveau desservies par de petits hôpitaux et cliniques. Le système actuel représente une orgie de fusions-acquisitions qui est devenue étrange au cours du dernier quart de siècle. La surcharge administrative qui en résulte, pour toutes les pratiques médicales du pays, est une machine à fraude parfaitement conçue pour permettre ces rackets. Verdict préliminaire : le Congrès n'ira nulle part en 2017, en essayant de réparer ce gâchis. Certaines choses sont too big to fail; Certaines sont trop cassées pour être réparées. La débâcle à venir du système financier, sur les marchés et autour des devises, va accélérer sa disparition.

Les huées tombées des travées démocrates de la Chambre des représentants, quand Trump a soulevé la question de l'immigration. Prendre position contre l'État de droit est un argument avec lequel le Parti démocrate n'est pas susceptible de gagner. Cela semble un stratagème cynique de s'entremettre avec une base naissance d'électeurs hispaniques, combinée à une croyance crypto-religieuse sentimentale que tout effort pour réglementer l'immigration est anti-américain. En tout cas, ils agissent comme des personnes incapables de penser clairement. Trump peut, dans une certaine mesure, agir

indépendamment du Congrès pour obtenir l'application de la loi existante, et apparemment, il a l'intention de le faire. Ses adversaires peuvent-ils trouver une position sur la question qui ne soit pas cynique, sentimentale ou hystérique? Sinon, c'est peut-être un autre facteur aggravant pour la mort du Parti démocrate.

Trump semble désireux de continuer la guerre idiote contre les drogues, qui a pour effet de faire de ce trafic un racket criminel encore plus mortel et destructeur. Cela a déjà transformé des millions de petites mains en parias criminels, qui ne peuvent trouver aucun autre emploi quand ils sortent de prison, même s'ils veulent essayer. La disparité croissante entre la loi des États et la loi fédérale sur la marijuana est une contradiction juridique dangereuse, qui pourrait conduire à d'autres échecs du fédéralisme. Les villes sanctuaires en sont un autre. Dans peu de temps, la loi fédérale sera vide de sens et avec elle, les États-Unis d'Amérique. Nous ferions mieux d'aller droit au but.

J'ai aussi hurlé quand Trump s'est vanté de l'augmentation surnaturelle des marchés boursiers depuis son élection. On dirait une épreuve dangereuse pour moi, l'ultime point culminant de l'ère où tout va et où rien ne compte. Apparemment, il n'est pas familier avec l'histoire des marchés boursiers et leurs comportements basé sur les signaux. Au-delà des marchés, de graves problèmes avec les devises et les banques attendent un rééquilibrage historique de leur valeur et du prix de tout. Cet événement pourrait facilement conduire le système bancaire mondial à fermer, pendant une certaine période, et cela risque de provoquer une interruption dont les économies avancées ne peuvent pas se remettre, sans redémarrer à un niveau beaucoup plus faible d'activité et de complexité que ce à quoi nous sommes habitués. Personne ne peut calculer le coût de ce désordre et Trump est en route vers ce mur implacable de malheur, à une vitesse d'éperonnage. Je ne pense pas qu'il va y survivre.

James Howard Kunstler

[Note du Saker Francophone](#)

Pour le soldat américain tué au Yémen, Kunstler passe à côté d'une plus grosse énormité ; un tel spectacle, alors que les USA y coordonnent les bombardements des populations civiles, sans parler du blocus qui est en train de liquider la population.

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par nadine pour le Saker Francophone

SECTION ÉCONOMIE



Le plongeon continue, le pétrole finit au plus bas de l'année à 49,28 dollars

Publié le 10 mars 2017 à 06:00:26 par Tiger54 / 1 commentaire / 22 Vues

Les cours du pétrole ont nettement baissé jeudi pour finir au plus bas depuis la fin 2016, poursuivant une chute engagée la veille dans un contexte d'inquiétudes... Lire la suite



Etats-Unis: Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté plus que prévu

Publié le 10 mars 2017 à 07:00:10 par Tiger54 / 1 commentaire / 75 Vues

Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté plus que prévu la semaine dernière aux Etats-Unis après un creux de près de 44 ans touché la semaine... Lire la suite



La BCE ne change rien à sa politique monétaire: taux bas + planche à billets

Publié le 10 mars 2017 à 05:00:40 par Tiger54 / 7 commentaires / 261 Vues

Le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de... Lire la suite



WARNING: Bill Gross alerte les investisseurs contre le « mirage Trump »...

Publié le 10 mars 2017 à 10:00:27 par Tiger54 / 1 commentaire / 250 Vues

L'investisseur vedette Bill Gross a mis en garde jeudi contre la tentation de se ruer sur les actions ou sur les obligations d'entreprises en raison de la... Lire la suite



Etats-Unis: Commerce de détail: Sears creuse sa perte

Publié le 10 mars 2017 à 09:00:48 par Tiger54 / 0 commentaire / 80 Vues

Plombé par les charges, Sears a creusé sa perte au quatrième trimestre, mais les investisseurs ont été encouragés par les efforts du détaillant afin de contrôler ses... Lire la suite



Philippe Béchade: Séance du Vendredi 10 Mars 2017: « Avec TRUMP, il est toujours question de mur... »

Publié le 10 mars 2017 à 15:00:57 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du... Lire la suite

Le 15 mars, Trump butera sur le plafond de la dette

Rédigé le 9 mars 2017 par [David Stockman](#)

Les mêmes forces qui ont empêché Reagan « d'assainir le marigot » empêcheront aussi Trump d'en faire autant.

En 1985, j'ai quitté le Cabinet de Ronald Reagan complètement dégoûté. La Révolution Reagan avait conquis Washington pour « assainir les marigots » — c'est-à-dire réduire les dépenses, diminuer la taille du gouvernement et rendre le pouvoir au peuple et aux marchés libres.

Cela n'eut pas lieu. Au contraire, les marécages se sont approfondis et leurs eaux sont devenues plus stagnantes que jamais. J'ai donc écrit mon premier livre, *The Triumph of Politics* [« Le triomphe de la politique », NDLR] en 1986. Je voulais montrer comment les « créatures du marigot » à Washington avaient rendu impossible toute tentative d'assainissement.

C'est exactement ce qui s'est passé les 30 premiers jours de l'administration Trump. Et ce n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend. La Maison Blanche de Trump sera engluée par des conflits partisans et des crises tout au long des quatre prochaines années.

Je me souviens de l'année 1980. En tant que membre du Congrès, j'étais le « *sparring partner* » de Ronald Reagan pour le préparer aux débats pour la présidence. Puis Reagan me nomma directeur du budget. Comme Trump, Reagan fut mal accueilli par la cour de Washington. Mais je me souviens que même le député Ron Dellums — qu'on pourrait qualifier de marxiste — assista à sa prestation de serment.

Cette première vague de cordialité de la part du parti démocrate n'était pas simplement formelle. Dans mon propre cas, je me souviens du président de la Chambre des Représentants Tip O'Neill m'invitant personnellement dans son immense bureau pour rencontrer toute son équipe et sa série de présidents de comités peu de temps après l'inauguration.

A l'époque, je considérais l'assemblée réunie dans le bureau du président de la Chambre comme le *politburo* de l'Etat-providence. Je savais qu'ils n'avaient aucune sympathie pour le plan de Ronald Reagan visant à diminuer fortement le budget intérieur et à

réduire les taux d'imposition sur le revenu de 30%. Toutefois, ils étaient prêts à écouter ce qu'on avait à dire et à nous donner le bénéfice du doute.

Je me souviens de Tip O'Neill m'invitant à m'asseoir dans une des deux énormes bergères de son bureau (il remplissait bien plus la sienne que je ne remplissais la mienne !). Puis, pendant les nombreuses heures qui suivirent, tout le monde m'écouta, avec bienveillance. Tip finit même par admettre par la suite : « Nous nous rendons compte que certaines vieilles habitudes doivent changer... Nous ne sommes pas d'accord avec tout mais il est évident que ce jeune homme sait de quoi il parle. »

Le temps des débats loyaux est une époque révolue

Ce qui à l'époque était un débat équitable sur le fait de savoir si, par exemple, les repas scolaires subventionnés par le gouvernement devaient être fournis aux familles qui gagnaient le double ou plus du seuil de pauvreté a été étouffé par l'émergence depuis 35 ans d'un gouvernement omniprésent et par l'explosion de la dette nationale qui rend ces discussions aujourd'hui banales en comparaison.

Donald Trump est destiné à être celui qui écope d'une dette budgétaire monumentale. Pourtant, ces mêmes politiciens de Washington qui sont à l'origine de cette dette s'emploieront à critiquer sans merci chaque étape de sa présidence. Je ne parle pas seulement de l'opposition partisane des représentants démocrates au Congrès.

Tout Washington est ligué contre Donald Trump. Y compris l'*establishment* républicain et les représentants républicains au Congrès. Le président de la Chambre a refusé d'apparaître avec Donald Trump le week-end qui a précédé l'élection dans son état du Wisconsin, alors même que Trump était sur le point de remporter une victoire inattendue dans un état démocrate qui n'avait pas voté républicain lors d'élections présidentielles depuis 1984. Qu'est-ce qui lui aurait fait changer d'avis en sept jours ?

Trump sans majorité républicaine face à des factions

L'idée pour Wall Street qu'il y a à présent un gouvernement républicain qui contrôle la Maison Blanche et les deux chambres du Congrès et qu'il pourrait mettre en oeuvre des changements radicaux de politique est erronée. Il n'y a pas de « majorité » républicaine au Congrès. Il n'y a que de multiples factions qui formeront un peloton d'exécution autour du président Trump. Les républicains feront tout pour stopper le programme législatif de Trump avant même qu'il ne soit lancé.

Un exemple ? La promesse de campagne de Trump d'abroger et remplacer l'Obamacare peu de temps après l'inauguration. Elle n'a pas été tenue. Et elle ne le sera certainement pas au cours des 100 premiers jours. Ni même cette année ou la suivante. La soi-disant majorité républicaine se divisera et embourbera le processus législatif par des manoeuvres et des querelles.

Cela, à son tour, bloquera le reste de l'agenda de Trump concernant la réduction des

impôts, les infrastructures, le contrôle des frontières et beaucoup d'autres sujets au cours des mois à venir — si ce n'est indéfiniment.

Dans une émission diffusée sur Fox Business Network avec Neil Cavuto, j'ai résumé ainsi mes perspectives pour l'administration Trump : beaucoup d'espoirs, aucune foi.

La défaite cinglante que Donald Trump a administrée aux élites dominantes le 8 novembre dernier fut le seul événement politique prometteur de ce siècle encore naissant. Il pourrait même éclipser la victoire surprenante de Ronald Reagan en 1980.

Mais j'ai déjà vu scénario auparavant, de mes propres yeux.

36 ans plus tard assainir les comptes publics est encore plus difficile

La vérité est que si Ronald Reagan n'a pas pu assécher le marigot à l'époque, comment Donald Trump pourrait-il le faire aujourd'hui, après 36 ans de croissance massive du gouvernement et de la dette ?

Ce que cela implique pour le « Grand Perturbateur » ne pourrait être plus clair. Ses prédécesseurs ont dilapidé tous les comptes publics du pays. Reagan a hérité d'un ratio dette/PIB de 30%. Il avait un large espace ouvert pour générer sans le vouloir des déficits géants. Donald Trump n'a aucune marge de manoeuvre, avec un ratio dette/PIB de 106%.

L'économie américaine ne va pas soudainement se réveiller et connaître une croissance de 4% ou 6%, comme certains conseillers gâteux de Trump l'ont laissé penser. Je pense plutôt que l'économie américaine plongera bientôt dans une période prolongée de stagnation et de récession. Et cela après 92 mois de reprise économique bidon sous Obama, une reprise qui a pu être maintenue par la Réserve fédérale juste assez longtemps pour arriver jusqu'aux élections de 2016.

Washington se dirige vers un grave problème du plafond de la dette d'ici le milieu de l'été. En octobre 2015, afin de ne pas s'auto-gêner pour les élections de 2016, le Congrès a discrètement suspendu le plafond de la dette jusqu'au 15 mars 2017.

[NDLR : La réouverture de la querelle du « plafond de la dette » va provoquer de grosses turbulences sur le cours du dollar. Jim Rickard a développé une stratégie bien spécifique pour en profiter. [Découvrez la puissance du système IMPACT ici](#) et comment il peut vous faire engranger des gains spectaculaires en profitant des soubresauts du dollar.]

Cela a permis au ministère de l'Economie et des Finances d'Obama d'emprunter à volonté. Et il ne s'en est pas privé ! Au cours des 16 derniers mois, la somme exorbitante de 1 800 Mds\$ s'est ajoutée à la dette nationale. Mais lorsqu'on reviendra au plafond de la dette le 15 mars prochain, le Congrès va recevoir un grand choc. Les républicains du Tea Party et du Freedom Caucus qui sont réellement effrayés par la forte augmentation de la dette publique seront particulièrement choqués.

La dette s'élève à 19 960 Mds\$. C'est environ 400 Mds\$ de plus qu'au début de l'année budgétaire actuelle, au 1er octobre. L'administration d'Obama empruntait au rythme de 5 Mds\$ chaque jour ouvrable. Cela signifie également que selon la loi, le plafond de la dette sera automatiquement gelé à environ 20 100 Mds\$ au 15 mars.

A ce moment, le Trésor américain aura plusieurs centaines de milliards de dollars en cash et quelques petits gadgets de court terme pour retarder de quelques mois le jour du jugement dernier.

Mais il y a un hic. D'ici le 4 juillet prochain, jour de la fête nationale américaine, l'administration Trump n'aura plus de cash, alors que la politique dite de « stimulus » — réduction des impôts, infrastructures, augmentation de la capacité militaire et mur mexicain/contrôle des frontières — sera refoulée dans une impasse politique/législative attendant une action du Congrès pour augmenter le plafond de la dette d'au moins 2000 Mds\$. C'est ce qui serait nécessaire en plus des 20 100 Mds\$ que nous aurons au 15 mars pour tenir compte des gigantesques déficits déjà engrangés — plus l'énorme coût potentiel du « stimulus Trump. »

Je vous le dis, cela n'aura pas lieu.

La Cité impériale entrera dans une longue période de paralysie et de querelles politiques qui non seulement prendront des mois à être résolues mais qui finiront également par mettre fin à l'idée folle propagée par les courtiers de Wall Street après le choc du 8 novembre que Donald Trump est un second avènement de Ronald Reagan.

Trump récupère la patate chaude de la crise

Rédigé le 10 mars 2017 par [Jim Rickards](#)

Le plafond de la dette peut tomber sur la tête de Donald Trump d'un instant à l'autre, déclenchant un krach ou une vague d'inflation.

Depuis Ronald Reagan, toutes les dépenses réalisées par les présidents ont eu des conséquences sur les actes de leurs successeurs.

L'Amérique est en passe de se retrouver sur la paille. Il ne s'agit pas d'une opinion, ni d'une stratégie visant à inspirer la peur : c'est un fait qui s'appuie sur de simples calculs arithmétiques. Il se peut que le président Trump soit contraint d'y faire face dès le 15 mars, date à laquelle prendra fin la dernière (en date) suspension du plafond de la dette américaine.

La dette publique progresse plus vite que l'économie. Si l'on extrapole cette tendance — et c'est exactement ce que font les projections officielles du gouvernement —, on atteint un niveau à partir duquel la hausse des impôts ne couvre plus le coût des intérêts ; les investisseurs ne font plus confiance au marché obligataire ; et la spirale échappe alors à tout contrôle.

Les différents moyens permettant de se sortir de la spirale de l'endettement sont les suivants : le défaut de paiement, l'inflation, la vente d'actifs (« Quel prix offrez-vous pour le Parc National de Yellowstone ? »), un sauvetage du FMI, ou un mélange de ces éléments.

Le défaut de paiement inflige des pertes immédiates aux détenteurs d'obligations souveraines. Quant aux détenteurs d'autres obligations, ils subissent des pertes liées à l'évaluation du marché, lorsque que les taux d'intérêt flambent pour tenir compte de l'augmentation des risques. La seule éventualité d'un défaut peut provoquer un effondrement des marchés ou une dégradation de la note de crédit des Etats-Unis, comme cela s'est produit en 2011, lors de la précédente crise du plafond de la dette.

L'inflation étend les pertes à tous les détenteurs de créances (non indexées) libellées en dollars, y compris les dépôts bancaires, les fonds monétaires, les rentes, les polices d'assurance, les retraites et les contrats à long terme.

Quant aux ventes d'actifs, elles sont humiliantes (demandez donc aux Grecs). De plus, bon nombre d'actifs américains ne valent pas grand-chose aux yeux des investisseurs étrangers, s'ils ne peuvent être déplacés, exploités ou utilisés pour générer des flux de trésorerie et du rendement (« *cash-on-cash returns* »).

Un sauvetage du FMI impliquerait que les Etats-Unis remettent partiellement le contrôle de leur économie entre les mains d'une institution non élue, mondialiste et ne rendant aucun compte, ce qui entraînerait des conséquences inattendues dont, par exemple, les droits de tirage spéciaux (DTS) qui remplaceraient le dollar en tant que monnaie mondiale de réserve de référence.

[NDLR : Pour préparer sereinement votre patrimoine à ces événements, abonnez-vous à Intelligence Stratégique, la lettre de Jim Rickards et recevez gratuitement son dernier livre Le nouveau plaidoyer pour l'or en [cliquant ici](#).]

Pour comprendre pourquoi ces terribles éventualités pourraient se produire, il suffit d'observer le ratio dette/PIB des Etats-Unis.

Qu'il s'agisse d'un pays ou d'un particulier, c'est la même chose. Le fait de devoir 25 000 \$ sur votre MasterCard ne pose pas forcément un problème. Si vous gagnez 20 000 \$ par an, les 25 000 \$ que vous devez sur votre carte de crédit peuvent vous anéantir, avec leurs intérêts et pénalités associés, et vous mener à la faillite.

En revanche, si vous gagnez 500 000 \$ par an, vous pouvez probablement rembourser ce que vous devez sur votre carte de crédit avec ce qu'il y a sur votre compte en banque. Ce que je veux dire, c'est que l'on ne peut déterminer si un endettement de 25 000 \$ est élevé ou faible à moins de prendre en compte les revenus utilisés pour le rembourser.

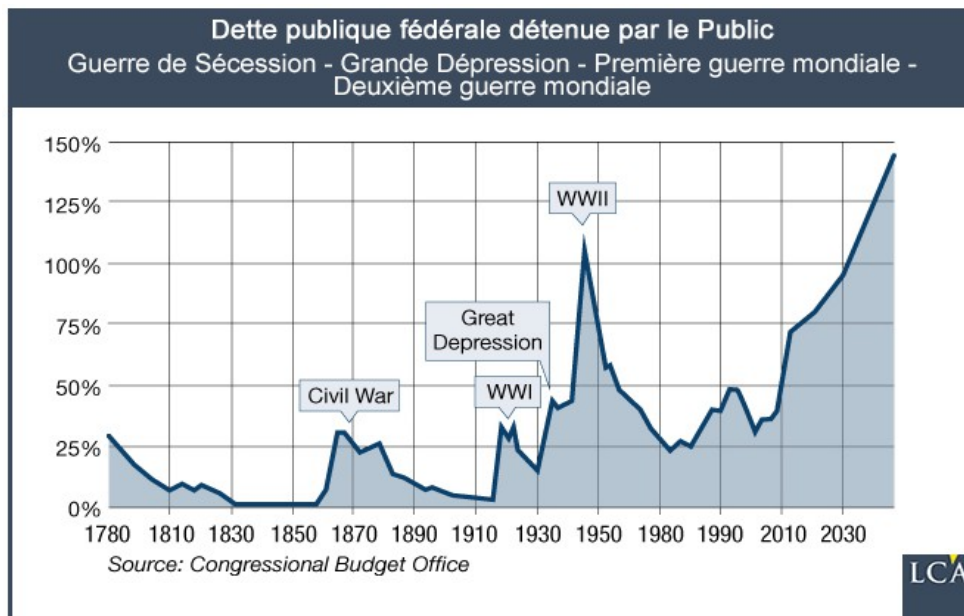
Les Etats-Unis sont-ils réellement si endettés que cela ?

Actuellement, la dette publique des Etats-Unis s'élève à 20 000 Mds\$, environ. Est-ce faible ou bien élevé ?

Si le PIB s'élevait à 60 000 Mds\$, la plupart des économistes diraient qu'une dette de 20 000 Mds\$ est peu élevée et facilement gérable. Le ratio dette/PIB serait de 33% ($20/60 = 0,33$). A l'inverse, si le PIB n'est que de 19 000 Md\$, alors le ratio dette/PIB est de 105% ($20/19 = 1,05$).

Or dans quel cas de figure se trouvent les Etats-Unis ? Le dernier, malheureusement. La dette américaine s'élève à 20 000 Mds\$, environ — alors que le PIB est de 19 000 Mds\$ environ, ce qui produit un ratio dette/PIB de 105%, soit un niveau très dangereux.

On le voit plus nettement dans le graphique ci-dessous. Il a été publié en janvier 2017 par le CBO (Congressional Budget Office), et retrace l'historique du ratio dette/PIB des Etats-Unis, de 1970 à 2017, avec des projections allant jusqu'en 2050.



Ce graphique est utile car il montre que les précédents pics du ratio dette/PIB américain sont associés à des guerres majeures, notamment la Guerre d'Indépendance, la Guerre de Sécession et les Première et Deuxième guerres mondiales. Après chaque guerre, le ratio dette/PIB a baissé considérablement. En gros, les Etats-Unis se sont endettés pour combattre et remporter des guerres majeures, puis ont rétabli une situation financière nationale saine lorsqu'elles se sont achevées.

Il est intéressant de noter que selon ce graphique, la dernière fois que les États-Unis n'ont eu aucune dette remonte à 1836, sous le mandat du président Andrew Jackson. Il est également célèbre pour avoir supprimé la banque centrale de cette époque : la Second Bank of the United States. Jackson ne croyait ni à l'endettement, ni aux banques centrales.

A l'exception de la Guerre de Sécession et de ses conséquences, entre 1836 et 1913 les Etats-Unis ont eu de très faibles ratios dette/PIB, et aucune banque centrale. Après 1913, les Etats-Unis ont à nouveau eu une banque centrale, cette fois nommée la Réserve fédérale. Depuis, les ratios dette/PIB ont considérablement augmenté.

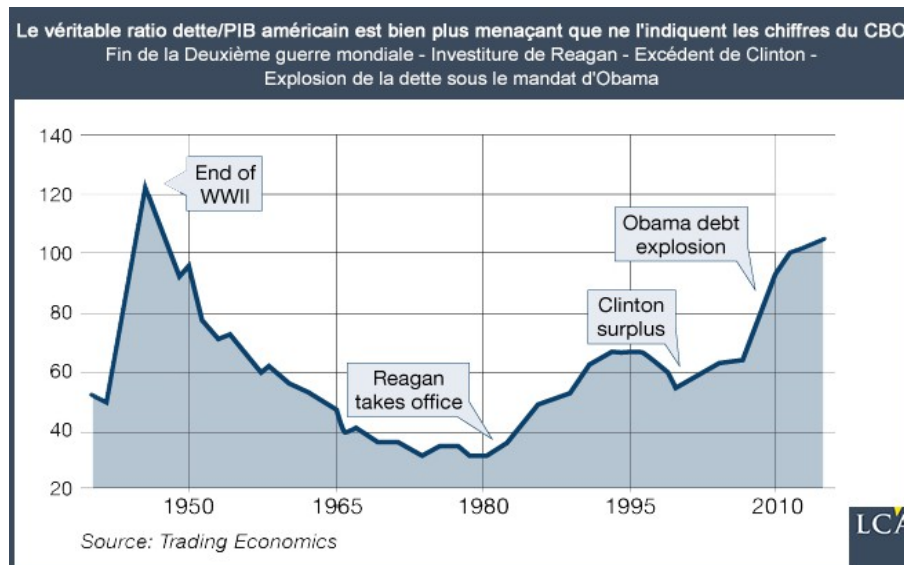
Malgré son utilité, ce graphique du CBO est déformé car il montre ce que l'on appelle la « dette publique fédérale détenue par le public ». Voilà qui exige quelques explications.

La dette fédérale détenue par le public *ne tient pas compte* de la dette fédérale détenue par des institutions gouvernementales (telles que les services de la Sécurité sociale) pour couvrir les versements des différentes prestations de retraite, d'invalidité et de réversion des pensions. Mais il n'existe aucun fondement justifiant que cette part de la dette ne soit pas comptée.

Ces prestations doivent être versées de toute façon (aucun parti politique ne réclame une réforme des prestations sociales pour l'instant), et les titres souverains détenus en dépôt sont là pour en couvrir le paiement. L'idée que les prestations sociales soient éventuellement révisées et que cette part de la dette ne soit pas considérée comme « publique », est une vue de l'esprit.

Le graphique suivant, recouvrant la période de 1940 à 2017, donne une perspective historique plus récente que celle du graphique du CBO. Il propose également une image plus réaliste de la situation réelle de la dette par rapport au PIB. Il comprend toutes les dettes publiques, y compris celles que détiennent les services de l'Etat pour payer les prestations sociales.

Que révèle ce graphique ? Nous avons environ le même pic lié à la Deuxième guerre mondiale (environ 121%), mais le ratio actuel de 105% est bien plus élevé que celui de 75% présenté dans le graphique du CBO.



Ce graphique indique également la hausse régulière du ratio dette/PIB, qui part de plusbas (d'environ 33% enregistrés dans les années 1970, sous les mandats de Nixon, Ford et Carter) pour atteindre le dangereux seuil des 105% en 2017. L'ère moderne de l'explosion de la dette publique a réellement commencé avec Ronald Reagan et se poursuit à l'heure actuelle avec le tout nouveau gouvernement Trump.

Donald Trump qui hérite aujourd'hui de l'aboutissement de près de 40 ans

d'irresponsabilité budgétaire (à quelques exceptions près). Donald Trump n'est pas responsable du piège de la dette mais c'est lui qui devra régler ce problème car il a désormais atteint un seuil critique.

Bien qu'on lui accorde peu d'attention pour l'instant, ce mur de la dette pourrait bien être le problème politique essentiel, pour le gouvernement Trump. A mesure que les discussions relatives au plafond de la dette se rapprocheront, les médias en parleront davantage.

Une révolte du marché obligataire, une hyperinflation menaçante ou une implosion déflationniste de la dette sont autant d'éventualités à envisager.

Bienvenue au Pays des Bulles

Rédigé le 10 mars 2017 par [Bill Bonner](#)

Au Pays des Bulles, les aiguilles se multiplient... Tôt ou tard, une rencontre fatale va se produire, mais où et quand ? Bill Bonner hasarde quelques hypothèses.

Les marchés sont calmes.

Les actions sont toujours proches de leurs plus-hauts record. L'or est proche de son plus-bas sur 52 semaines.

« Qu'en pensez-vous ? » m'a demandé un interviewer, par téléphone, hier. « Bank of America prévoit un marché très baissier au cours du second trimestre. Est-ce que les investisseurs doivent s'inquiéter ? »

« Bien sûr qu'ils doivent s'inquiéter », avons-nous répondu. « Mais ils ne devraient pas attendre que mois de juin soit passé. Ils doivent s'inquiéter dès maintenant. »

Toutes les informations sont de fausses informations

Mais avant de poursuivre, nous mettons en garde nos lecteurs...

Alors que nous parlions, une pensée nous a traversé l'esprit, tel un surfeur disparaissant dans l'écume. Il n'y a pas beaucoup de « vérité » dans ce que nous avons à dire. Certes, nous n'avons rien dit que nous ne pensions pas... et ce que nous avons dit n'était pas incorrect...

... mais la vérité, c'est une autre affaire...

Cela suppose de vraies connaissances, et non des devinettes et des suppositions.

Dans le domaine de l'économie, toutes les informations sont fausses. Et en ce qui concerne les faits, nous ne croyons à aucun d'eux, à moins de les avoir inventés nous-même. Et plus vous êtes sûr d'avoir raison, plus vous êtes mal parti.

En matière de prévisions économiques, la certitude varie proportionnellement avec l'ignorance. Si vous trouvez quelqu'un qui sait ce qu'il va se passer, vous pouvez être

sûr que c'est un imbécile.

Tant que nous y sommes, nous allons vous livrer un autre principe : la vérité diminue selon le carré de la distance à la source, le temps qui s'est écoulé depuis qu'elle s'est produite et sa portée.

Plus vous êtes éloigné d'un événement... plus il s'est produit de bonne heure... et plus il a été conséquent... moins vous en savez à son propos. C'est important pour les véritables investisseurs. Cela explique pourquoi investir en se fondant sur les actualités est voué à l'échec.

D'un autre côté, vous pouvez retirer un certain avantage en étant très proche des sociétés dont vous possédez les actions (nous y reviendrons)...

Ensuite, sans pousser plus loin la réflexion, nous avons déroulé l'année qui s'annonce...

Au Pays des Bulles

Nous avons poursuivi notre interview...

« Les marchés ne suivent pas un calendrier. Ils augmentent. Ils baissent. Lorsqu'ils sont proches de plus hauts record... à coup sûr ils vont baisser bientôt. Lorsqu'ils sont proches de plus bas record, à coup sûr ils baisseront encore bientôt. »

« L'Etat a injecté du crédit sur les marchés depuis ces trente dernières années. Or plus il y en a – comme pour un alcoolique – plus les marchés titubent. Ils deviennent incohérents, volatils... et peu fiables. »

« Au cours de ces 30 dernières années, nous avons constaté trois plus hauts de type 1929. Le premier a eu lieu en 1999, avec la bulle internet... le second a eu lieu en 2007, avec la bulle immobilière, et celle du secteur financier. A présent, nous avons une bulle qui s'étend sur plusieurs secteurs : les prêts étudiants, les prêts automobiles, certains prêts immobiliers (il se construit à nouveau 100 M\$ de maisons clé en main)... et les valeurs technologiques. »

« Tout comme en 1999, nous constatons une nouvelle bulle technologique, la valorisation des quatre actions qui sont en tête – les FANGS (Facebook, Amazon, Netflix, et Google) – dépassant les 1 500 milliards de dollars. Ces cours n'ont de sens que dans un contexte de bulle. Les résultats ne pourront jamais rattraper ce niveau. »

« Et devinez quoi ? Ces actions représentent la moitié de la totalité des gains enregistrés sur le marché actions l'année dernière. »

« Oui, on est au Pays des Bulles. Or les bulles sont toujours à l'affût d'une aiguille. »

« Et au cours des semaines à venir, il y en aura plein. »

« D'abord, les bulles vont se frotter à au plafond de la dette. Ensuite, elles vont assister à de féroces disputes autour de la santé aux Etats-Unis. La majorité républicaine va probablement se scinder en factions, en raison des profondes contradictions entre

Trump, les conservateurs et les politicards du parti. »

« Et puis il y a également le relèvement des taux de la Fed, qui arrive. Et les allègements fiscaux – censés ‘allumer le feu’ et booster l’économie – vont très probablement se faire moucher par les luttes de parti, au sein du marigot... et un déficit qui se creuse. »

Un QE4 s’annonce

« Eh ! Je pensais que Trump avait placé l’assainissement du marigot tout en haut de l’ordre du jour », relança l’interviewer. « Qu’est-ce que c’est devenu ? »

« Il n’aura pas lieu », avons-nous répondu. « Vous ne pouvez le réaliser que si tout le pays est derrière vous... dès le départ. »

« Il faudrait agir vite, déstabiliser les initiés, et parler directement aux gens des choses qui comptent réellement. Il faudrait aller à la télévision... un peu comme de Gaulle et son célèbre discours prononcé en 1961. »

« Un coup d’Etat fomenté par quatre généraux à la retraite avait débuté en Algérie. De Gaulle en a eu vent, a revêtu son uniforme (à plus de 70 ans et après avoir pris sa retraite de l’armée depuis des années), et il est passé à la télévision. »

« Il a expliqué le danger... appelé les Français à l’aider à protéger la République... et les traîtres ont été arrêtés. Le coup d’Etat a cessé. »

« La Team Trump aurait pu faire une prouesse semblable en janvier ou en février. Mais l’opportunité de réaliser de véritables changements a été galvaudée par des tweets stupides. Et ce, en partant du principe que l’intention était réelle, ce qui est peu probable. »

« Bon, voici ce qu’il va se produire. Tôt ou tard – au premier ou au second semestre – l’une de ces aiguilles va toucher une bulle. Pour la troisième fois au cours de ce siècle, le marché actions va chuter... durement. Cette fois-ci, ce sera pire qu’avant... car l’économie est bien plus faible et qu’il y a bien plus de dettes. »

« Le taux de croissance du PIB US, par exemple, est inférieur de moitié à ce qu’il était avant le krach de 2000. La dette publique est trois fois plus élevée. Les rendements des bons du Trésor à 10 ans, à l’époque, dépassaient les 6%. A présent, les entreprises se sont habituées à un rendement de moins de 1%. »

« Les résultats des entreprises enregistraient une progression de plus de 7%, à l’époque. A l’heure actuelle, ils sont en baisse. »

« Cette prochaine crise aura des caractéristiques tout à fait exceptionnelles. Il se pourrait que les rendements des bons du Trésor deviennent négatifs lorsque les gens se précipiteront sur ces valeurs refuges. Et nous verrons les actions s’effondrer à la moitié de leurs cours actuels. »

« Et nous savons ce que fera l'Etat, également. Il interviendra avec un QE4 et un paquet d'autres mesures afin d'essayer de bermer le marché. »

C'est vrai ? Pas un seul mot. Correct, alors ? Peut-être.

Trump a raison à propos de « l'autre version des faits »

Rédigé le 9 mars 2017 par [Bill Bonner](#)

Dans l'espace public, il y a peu de faits incontestables que chacun puisse vérifier. Politiquement, la version alternative ou le mensonge, sont avantageux.

« Ne vous inquiétez pas. Avec les feux de broussaille, il y a toujours plus de peur que de mal ».

C'était le mot d'ordre, ce matin, lorsque nous avons demandé si l'incendie était maîtrisé. Les collines, à l'est de là où nous nous trouvons, sont toujours en feu. La nuit dernière, nous avons vu cette lueur orange, familière, dans de nombreux endroits, mais pas l'arc de feu que nous avons vu lundi soir.

« Nous sommes très conscients du danger » a déclaré Chris Curry, le manager de Rancho Santana..

« Cet incendie que vous avez vu la nuit dernière brûle depuis un mois. Jusqu'à présent, il est resté en haut des collines et il n'a pas vraiment fait de mal. Il brûle les feuilles mortes, mais les arbres sont toujours vivants. »

« Et s'il vient vers nous, nous sommes prêts. Nous avons débroussaillé et ménagé un écran coupe-feu tout autour de la propriété. En outre, nous avons une équipe de 50 hommes qui sont entraînés à lutter contre un incendie, ni nécessaire. Les camions citernes sont toujours remplis d'eau... Ils sont prêts à intervenir dès que nous en avons besoin. »

« Je ne dis pas que cela ne peut pas mal tourner... mais je pense que nous sommes aussi bien préparés que possible ».

Les réalités du quotidien face aux dangers de « l'espace public »

Les feux de broussaille sont réels. Ils font partie des « réalités du quotidien », ici et dans d'autres parties du monde. Si vous les ignorez, c'est à vos risques et périls.

Mais *quid* des dangers présents dans « l'espace public » ?

Le terrorisme ? Les clandestins ? Les manipulateurs monétaires ? Les pratiques commerciales déloyales ?

De quel type de dangers s'agit-il ? Sur quel type de faits s'appuient-ils ? Des faits réels ?

Une autre version des faits ? Ou aucun fait du tout ?

Hier, nous avons attendu un tweet...

Nous avons espéré que le président twitterait : « Le plan santé des républicains est nul. DOMMAGE ! », et qu'il ajouterait : « Laissons les gens payer eux-mêmes leurs maudits médicaments ».

Mais le tweet n'est jamais sorti...

A la place, Trump a déclaré qu'il était « fier » de ce nouveau plan, alors que les conservateurs, à l'intérieur et à l'extérieur de son propre parti, le critiquaient en disant que c'était une parodie.

Ensuite, à peine quelques minutes plus tard, M. Trump twittait qu'il « travaillait sur un nouveau système faisant jouer la concurrence au sein du secteur pharmaceutique ».

Mais qu'est-ce que c'est que ça ?

Est-ce l'oeuvre d'un génie... qui dissimule ses plans aux yeux mêmes de son propre parti ? Ou est-ce simplement du [Trumpismo](#), selon lequel le président donne l'air de se battre pour le petit peuple... mais se contente de créer une diversion pendant que les initiés lui font les poches ?

Quelle est la vérité ?

Nous l'ignorons. Nous doutons qu'il la connaisse, lui aussi.

« L'autre version des faits » est une vérité politique

Aujourd'hui, notre thème est la vérité. Elle est difficile à déceler. Et difficile à raconter.

La plupart des gens ne parviennent jamais à la saisir. Nous disons « le temps nous le dira ». Mais souvent, même le temps n'arrive pas à extirper les mots.

Vous écoutez attentivement. Tout ce que vous saisissez, c'est un message confus, plein de « peut-être » et de « possibilités ». Il y a toujours beaucoup de bruit entre une cause et un effet... du moins en politique et en économie.

Les médicaments sont chers car l'Etat a mis en place un système de subventions et de mandats selon lesquels quelqu'un se procure des médicaments payés par quelqu'un d'autre.

C'est un système gagnant-perdant classique. En 1960, une famille moyenne dépensait en tout 150 \$, environ, en frais médicaux. A l'heure actuelle, ces frais sont de 16 000 \$... et ils ont progressé huit fois plus vite que les salaires au cours de ces 16 dernières années.

La solution est simple. L'Etat doit se dégager de là. Mais qui veut l'entendre ?

Pas les médias grand public. Pas les laboratoires pharmaceutiques. Pas les avocats véreux. Pas les compagnies d'assurance. Pas les millions de gens qui se font soigner aux frais des autres.

Même dans la vie privée, les mensonges sont généralement plus tentants que la vérité, aussi bien pour ceux qui les racontent que ceux qui les écoutent.

Un mensonge, c'est comme un bon whisky, cela glisse tout seul... et, ensuite, le buveur ressent une légère sensation de bien-être. Je ne plaisante pas. Des chercheurs ont découvert que lorsque les gens entendent ce qu'ils veulent, cela libère de la dopamine qui les fait un peu planer.

Il faut faire attention à la formulation. « Non, chéri(e)... ce vêtement ne te grossit pas », ne fonctionne peut-être pas comme vous l'auriez espéré. Mais, en général, les mensonges apaisants sont mieux acceptés que les vérités mordantes.

La vérité est difficile à dire aussi, car on ne l'a pas « sous la main ». Un feu de broussailles qui fait rage – sous vos yeux – est aussi « vrai » que quelque chose peut l'être. Mais dans la sphère publique, il n'existe pas de vérité comparable.

Bon nombre de personnes ont commenté la désinvolture de Donald Trump vis-à-vis de la vérité. Mais il a raison. Même s'il connaissait la vérité, les gens ne voudraient pas l'entendre.

Voilà pourquoi « une autre version des faits » vaut mieux que de véritables faits : il répond aux gens ce qui l'arrange.

Et en ce qui concerne les informations, seules les informations locales – qui parlent de feux de broussailles et d'accidents de la route – voient à peu près juste.

Bon nombre de personnes ont commenté la désinvolture de Donald Trump vis-à-vis de la vérité. Mais il a raison. Même s'il connaissait la vérité, les gens ne voudraient pas l'entendre.

Tout le reste est faux. Pas dans le sens où ce serait volontairement trompeur (bien que ce soit souvent le cas), mais simplement dans le sens où cela fait croire à une vérité et à une connaissance qui n'existent pas. En voici quelques exemples récents :

« Trump veut des pratiques commerciales loyales. »

« La Fed va bientôt amorcer un cycle de resserrement. »

« Les clandestins font grimper les statistiques de la criminalité en Amérique. »

« La Guerre contre le terrorisme avance. »

Y-a-t-il quelque chose de vrai, dans tout cela ? Non, pas un mot.

Un actif encore abordable

Rédigé le 9 mars 2017 par [Simone Wapler](#)

Face à la multiplication des bulles, certains dénoncent les vieilles méthodes d'évaluation comme désuètes. Pourtant, cette fois, ce n'est pas différent...

Les actions ne sont pas surestimées, ce sont les différentes méthodes d'évaluation qui le sont. C'est un gourou de l'investissement, Mike Wilson de Morgan Stanley, éditorialiste de *Forbes* qui le dit.

« Cette fois c'est différent » a été ridiculisé par John Kenneth Galbraith qui a démontré que ce genre de pensée sous-tend toutes les bulles financières.

Mais Mike Wilson ne pense pas que le ridicule tue et s'en prend notamment au *Cyclically Adjusted PE Ratio* ou CAPE, développé par le prix Nobel Robert Shiller. Ce célèbre ratio compare le prix d'une action au résultat moyen de l'entreprise sur les dix dernières années. C'est un instrument de « bon père de famille » évidemment plus adapté aux grosses entreprises matures qu'aux jeunettes en pleine croissance.

Voilà ce que donne actuellement ce ratio appliqué à l'ensemble des entreprises de l'indice américain S&P 500.



Comme vous le voyez, nous ne sommes plus très loin des sommets historiques qui ont précédé les grands krachs de 1929 et 2000. Nous avons même dépassé le niveau de 2008. Ce ne serait cependant pas gênant, selon Morgan Stanley, car les cycles, la façon de calculer les résultats ... ont changé.

Toutefois, sur CNBC, le père de l'indice, Robert Shiller en personne, a rappelé que « lorsque les valorisations sont élevées, dans une perspective de long terme, cela ne se termine pas généralement bien ». Il a aussi conseillé aux investisseurs de se tenir à l'écart des actions.

Voilà ce que donne actuellement ce ratio appliqué à l'ensemble des entreprises de l'indice américain S&P500. Un indicateur différent d'un autre grand gourou de l'investissement donne le même son de cloche. Warren Buffett aime comparer la capitalisation boursière à la taille de l'économie. Aujourd'hui l'ensemble des entreprises cotées américaines pèsent 24 700 Mds\$ tandis que le PIB est de 18 900 Mds\$.

Total Market Cap and US GDP



A 131%, la capitalisation rapportée au PIB dépasse largement le niveau atteint en 2008 mais pas encore celui atteint en 2000.

Les actifs bon marché ont-ils vraiment tous disparu ?

En réalité, il est difficile de trouver quelque chose qui soit bon marché en ce moment. Les obligations et [l'immobilier](#) sont chers aussi.

Avec des taux si bas, les acheteurs sont bien nombreux et s'ils font mine de s'enfuir, les banques centrales rachètent...

A dire vrai, les seuls actifs qui ne paraissent pas surévalués sont l'or et l'argent.

Il est vrai que le Dollar Index – qui mesure la parité du dollar contre un panier de grandes devises – est revenu à son niveau de 2003 (101,81).

A y regarder de plus près, la résistance de l'or est même incroyable face à un dollar en hausse. Traditionnellement, lorsque le dollar monte face aux autres monnaies fiduciaires, l'or baisse et inversement. Le dollar est toujours vu comme un meilleur refuge que l'or par les investisseurs qui veulent fuir une monnaie faible.

Ceci est vrai pour les institutionnels et les professionnels qui ont facilement accès à des actifs diversifiés en dollar, mais moins pour les investisseurs particuliers. Surtout en cas de crise monétaire grave où l'Etat se sert de deux armes redoutables.

[Le Figaro du jour](#) consacre sa une et trois pages à la sortie de l'euro.

« Comme en Grèce en 2015 ou en Argentine en au début des années 2000, des sorties massives de capitaux mettraient à mal les banques françaises ».

On connaît alors les armes de l'Etat : contrôle des capitaux et contrôle des changes. Vous devenez prisonnier d'une nouvelle monnaie de singe.

Le refuge du particulier est l'or. Mais pas n'importe lequel... Il faut aussi savoir jouer

avec la fiscalité et des subtilités réglementaires. Nous vous conseillons une pièce bien particulière, très négociée partout dans le monde pour vous abriter. [Découvrez-la ici.](#)

Croyez-moi, cette fois, ce n'est pas différent. Il ne s'agit pas de défendre l'euro ou une quelconque monnaie fiduciaire. Elles sont toutes frauduleuses. Les banques centrales ont créé un monstrueux désordre monétaire en créant des milliers de milliards de crédit gratuit... et elles vont donc récolter une monstrueuse crise monétaire.

Comme d'habitude, l'or aura un rôle à jouer lorsque les mythes du créditisme et de la croissance infinie financée par la dette pesant sur les générations futures voleront en éclat.

WARNING: Bill Gross alerte les investisseurs contre le « mirage Trump »...

BusinessBourse.com et Yahoo Le 10 Mars 2017



L'investisseur vedette Bill Gross a mis en garde jeudi contre la tentation de se ruer sur les actions ou sur les obligations d'entreprises en raison de la possibilité que Donald Trump ne parvienne pas à mettre en oeuvre ses promesses de soutien à la croissance économique.

La Bourse de New York **vole de records en records** depuis la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle aux Etats-Unis le 8 novembre. Le nouveau président américain a promis des baisses massives d'impôts, des mesures de dérégulation et de vastes dépenses dans les infrastructures.

LIEN: [Naulot: « La crise financière de 2008 était un avertissement, la prochaine crise sera encore pire ! »](#)

« Ne vous laissez pas attirer par le mirage Trump d'une croissance de 3-4% et par les effets magiques de baisses d'impôts et de dérégulation », dit Bill Gross dans la dernière édition de son bulletin mensuel sur les perspectives d'investissements (Investment Outlook).

« L'économie américaine, et en fait mondiale, évolue sur une ligne de crête en raison d'une hausse de l'endettement et de la possibilité que des taux d'intérêt trop élevés (ou

trop bas) provoquent le chaos dans un système financier de plus en plus tendu. Veillez davantage à récupérer votre argent qu'au rendement de votre argent en 2017 et au-delà», ajoute-t-il.

Pour le gérant du fond obligataire Janus Global Unconstrained Bond Fund, « notre système financier fortement endetté est comme un camion chargé de nitroglycérine sur une route défoncée. Une erreur peut déclencher une implosion du crédit dans laquelle les détenteurs d'actions, d'obligations à haut rendement et, oui, de crédits immobiliers hypothécaires se ruent tous vers leur banque pour réclamer le seul dollar qu'elle a encore dans ses coffres»

Source: [yahoo](#)

Jeff Gundlach : la FED relèvera séquentiellement les taux « jusqu'à ce que quelque chose casse »

Par [Or-Argent](#) Mar 10, 2017

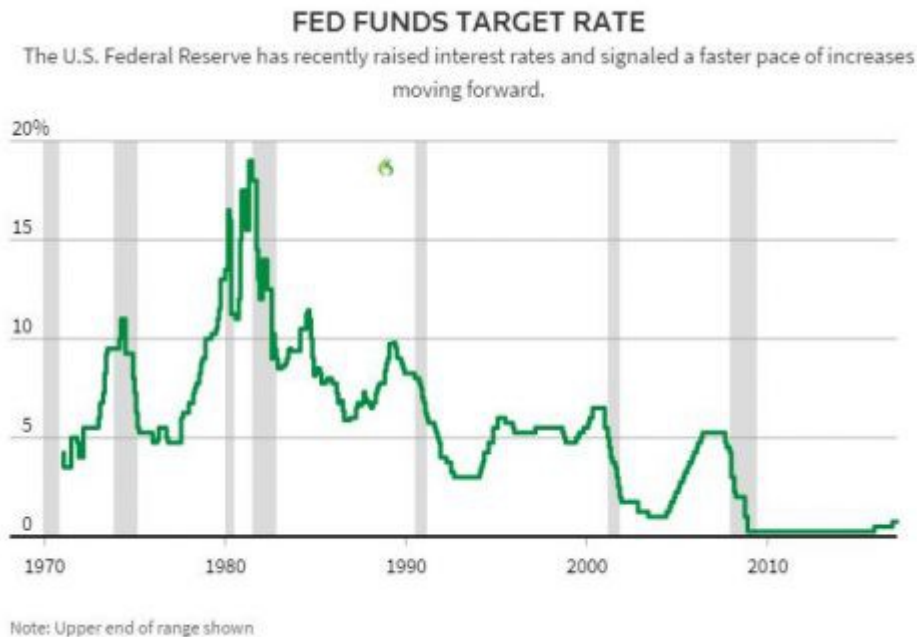
Sources : *article de Jennifer Ablan, publié le 8 mars 2017 sur [Reuters.com](#) et de Graham Summers, publié sur [GainsPainsCapital.com](#)*

Jeffrey Gundlach, CEO de DoubleLine Capital, a déclaré mardi qu'il s'attend à ce que la FED commence ce mois une campagne « Old School » de hausse séquentielle des taux jusqu'à ce que « quelque chose casse », par exemple une récession américaine.

Gundlach, qui gère plus de 101 milliards chez DoubleLine à Los Angeles, a déclaré que les statistiques économiques américaines soutiennent le relèvement des taux dès la prochaine réunion de la FED, prévue les 14 et 15 mars, ainsi que plus tard cette année, après une série de faux départs en 2015 et en 2016.

« *La confiance en la FED a vraiment beaucoup changé* », a déclaré Gundlach dans un Webcast à l'attention de ses investisseurs. « *La FED a reçu beaucoup de respect, le marché obligataire ayant été à son écoute* » maintenant que les données économiques soutiennent la rhétorique dure des officiels de la FED.

Le président de la FED de New York, William Dudley, dont la branche de la banque centrale américaine sert à la FED d'yeux et d'oreilles à Wall Street, et qui passe habituellement plusieurs heures par semaine à élaborer les politiques de la FED avec Janet Yellen, a joué un rôle clé dans l'orchestration de la communication de la hausse des taux en mars.



Dudley a surpris dans un premier temps les marchés lorsqu'il a déclaré lors d'une interview télévisée la semaine dernière que « *les esprits des animaux avaient été relâchés* ». Dudley a également déclaré que les arguments en faveur d'un serrage de vis monétaire « *sont devenus beaucoup plus attrayants* » depuis l'élection du président Donald Trump et un Congrès contrôlé par les Républicains.

Gundlach, connu à Wall Street sous le surnom du « roi des obligations », a déclaré dans le Webcast que les pressions inflationnistes augmentent ainsi que la confiance des entreprises, ce qui se traduit par un marché actions qui va monter plus haut.

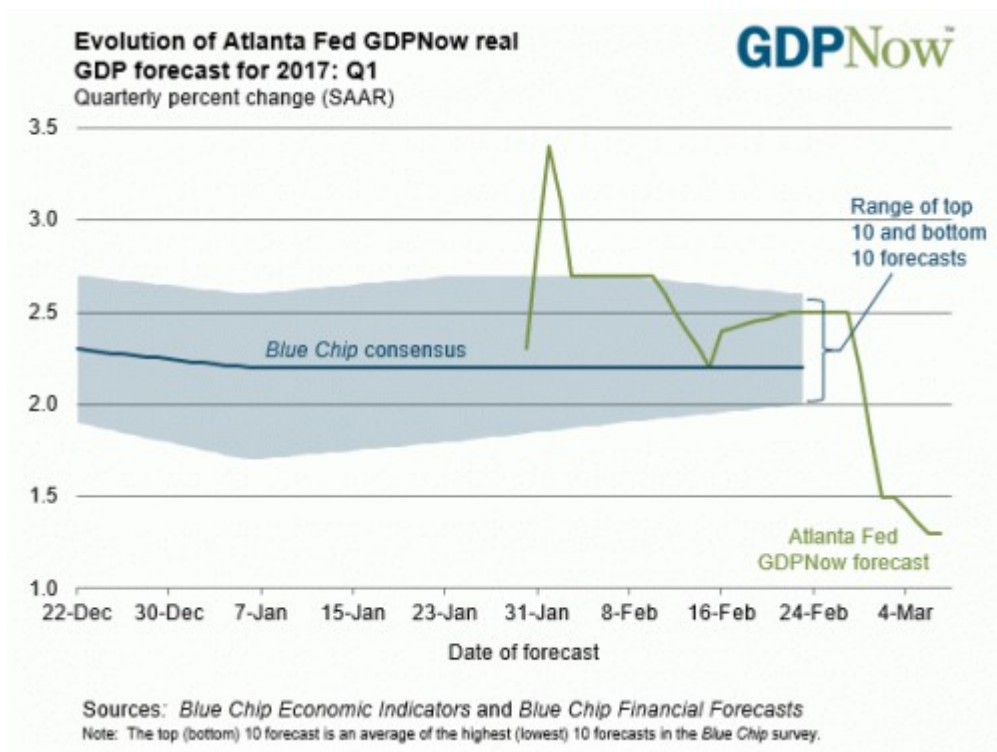
Mais Gundlach, qui a répété son avertissement affirmant que les actions américaines ne sont pas bon marché, a déclaré qu'il possède des titres du Trésor protégés de l'inflation et de l'or en raison du contexte économique.

Gundlach a ajouté que shorter les obligations allemandes à 10 ans « est bien plus intelligent » que de se positionner long. En ce qui concerne les financières, Gundlach a déclaré à Reuters dans une interview qu'il avait vendu sa participation dans une banque et ses actions financières parce que « l'argent facile a été déjà gagné ».

Un remake de 1937 ?

Pour Graham Summers, nous pourrions revivre un remake de 1937, 80 ans plus tard : « L'économie américaine poursuit son implosion alors que l'inflation reprend.

GDPNow (calcul en temps réel de la croissance américaine) s'est effondré de 3,4 % au début février à 1,3 % aujourd'hui. Le chiffre sera même révisé encore à la baisse en raison des terribles chiffres du déficit commercial (en janvier, le déficit commercial américain a atteint un plus haut de cinq ans).

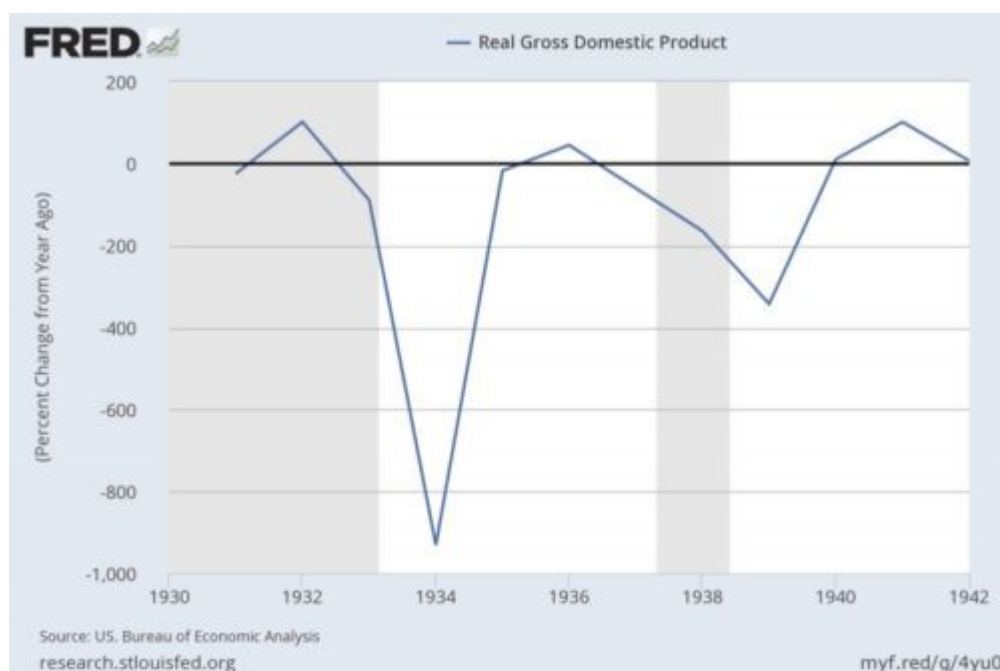


Simultanément, l'inflation progresse. La FED suit 4 indicateurs : le CPI, le PCE, le CPI à moyenne ajustée et le CPI médian de Cleveland. En gros, ces 4 indicateurs ont atteint ou ont dépassé le soi-disant objectif d'inflation de la FED de 2 %.

- Le CPI affiche une croissance annualisée de 2,1 %.
- Le Cleveland Median CPI affiche une croissance annualisée de 2,2 %.
- Le Trimmed Mean CPI est à 2,1 %.
- Seul le PCE est juste en dessous de l'objectif de la FED, à 1,9 %.

Croissance économique faible et inflation en hausse... il y a un mot pour définir cette situation : c'est la **stagflation**.

La FED va refaire la même erreur qu'en **1937**, à savoir relever les taux dans un contexte économique faible. Aujourd'hui, comme il y a 80 ans, le CPI augmente tandis que la croissance stagne.



À l'époque, elle avait relevé agressivement son taux directeur malgré le désordre. Que s'est-il passé ? Les États-Unis sont tombés en récession et le prix des actions a été presque divisé par deux.



C'EST JURÉ, C'EST LA TOUTE DERNIÈRE !

par François Leclerc 9 mars 2017

D'où viendra la prochaine crise financière ? des hypothèses circulent déjà. La créativité et l'innovation dont ce secteur est si friand en seraient une fois de plus à l'origine, rappelant comment les excès de la titrisation ont déclenché celle dont nous ne sommes toujours pas sortis.

Un article du Financial Times apporte la réponse : « à la complexité des marchés financiers des générations précédentes, qui restaient cependant explicables, a succédé la complexité insondable de la jungle électronique ». Une chose serait de pénétrer dans les

territoires inconnus, comme s'y autorisent les banques centrales, une autre d'inciter les *quants*, les analystes quantitatifs, à façonner un nouveau monde, motivés par l'idée que les ordinateurs peuvent faire mieux que les humains.

La recherche quantitative et l'ingénierie financière sont au coeur de l'innovation financière et consistent à concevoir des modèles mathématiques et statistiques permettant la valorisation des produits dérivés et les transactions structurées complexes, ainsi qu'à calculer la couverture des risques encourus. Avec la possibilité, du dire même de ceux qui les revendent, d'être trop simplificateurs pour représenter la complexité des produits qu'ils cherchent à modéliser. Ou, au contraire, tellement complexes mathématiquement que leur calibration devient elle-même source d'erreurs. Pour néanmoins les justifier, ces mêmes défenseurs prétendent que, au pire, leurs dégâts potentiels sont limités, et qu'ils répondent à des attentes des marchés qu'il faut satisfaire, oubliant que ceux-ci n'en sont pas l'origine...

Qui a en effet parié le premier sur les mathématiciens et informaticiens pointus en créant une division intitulée Quantitative Investment Strategies (QIS) et en la dotant des meilleurs d'entre eux ? C'était Goldman Sachs en 2007 ! La crise des « subprimes » avait vite fait oublier les prouesses prometteuses des transactions algorithmiques, qui avaient toutefois rencontré un premier hoquet, suscitant des frayeurs naissantes chez les grosses têtes. Il a donc fallu attendre 2011 pour que Goldman Sachs relance sa division, et les résultats ont été au rendez-vous, les quants ayant retrouvé leur enthousiasme initial.

Qu'elle ait eu à l'origine le trading haute fréquence, l'essor des Exchange Traded Funds (ETF)(*) ou la naissance de hedge funds à la gestion confiée à de l'Intelligence Artificielle, la croissance des transactions algorithmiques a été explosive et a radicalement transformé les marchés. Les précurseurs ont fait des émules et tous les grands acteurs se sont bousculés pour les imiter.

Différentes approches sont utilisées, qui ont en commun d'analyser des quantités colossales de données afin d'alimenter les algorithmes. Le Big Data associé à des ordinateurs super rapides et de l'Intelligence Artificielle représente un très grand tournant, donnant l'image à peine forcée d'un monde financier autonome lieu de transactions n'ayant pas recours à l'intervention humaine.

Revers de la médaille, des « flash crashes » [suscitant de longues enquêtes interviennent de temps à autre](#). Et s'ils étaient les signes précurseurs de quelque chose de beaucoup plus grand que l'on ne saura ni prévenir ni circonscrire ? Cité par le Financial Times, le professeur Andrew Lo du MIT constate que « nous sommes au milieu d'une lutte acharnée entre la loi de Moore et celle de Murphy », remarquant que si la puissance de l'informatique est proche de doubler chaque année, l'adage selon lequel que lorsque quelque chose peut mal tourner, il tourne toujours mal, n'est plus à démontrer...

(*) *Un fonds indicier coté, qui reproduit un indice, un actif ou une stratégie.*

USA : La bulle immobilière est de retour ...!

Qui perd gagne Posted on [9 mars 2017](#)

[**NYOUZ2DÉS: leurs constats sont bons, mais leurs conseils horribles...**]

US House Price Index



Indice des prix des maisons des États-Unis

La bulle immobilière a éclaté en 2008 ...

Mais aujourd'hui, cette bulle est de retour !

- Les prix des maisons sont au-dessus des niveaux d'avant la crise.
- Le prochain effondrement du logement est à l'horizon.
- Finalement, les prix des maisons doivent revenir à des niveaux normaux.

Mais d'abord, regardons de plus près ce qui se cache derrière la bulle immobilière d'aujourd'hui.

Le paradis de l'emprunteur

- C'est l'un des meilleurs moments de l'histoire américaine pour emprunter de l'argent.
- L'hypothèque à taux fixe du 30 ans a atteint 18% dans les années 80.
- Mais aujourd'hui, il est plus proche de 4%.
- Ainsi, vous pouvez emprunter de l'argent avec un rabais de 70% par rapport à quelques décennies en arrière.
- Les taux artificiellement bas ont incité les gens à emprunter de l'argent pour acheter des maisons.
- À mesure que les taux d'intérêt augmentent, les emprunts deviennent moins attrayants.

- Un taux d'intérêt bas est le principal coupable derrière la résurgence bulle immobilière.

Maintenant, la Fed ferme lentement le robinet de l'argent bon marché.

- La nouvelle bulle immobilière ne peut pas être maintenue à mesure que la dette bon marché disparaît.
- La demande des acheteurs se ternira.

Les normes de prêts sont légèrement meilleurs aujourd'hui qu'au début des années 2000.

- Les courtiers hypothécaires travaillent à la commission.
- Leur travail consiste à réaliser des ventes, que ces ventes soient ou non financièrement saines.
- Quand un courtier vend une maison, l'hypothèque sur cette maison est souvent reconditionné dans un titre avec d'autres hypothèques.
- Ensuite, il est vendu à d'autres investisseurs.
- Le risque est donc transmis au suivant.

Beaucoup de signes avant-coureurs apparaissent aujourd'hui ... et les signes «à vendre» vont probablement suivre.

- La bulle immobilière a explosé au-dessus des hauts de 2007.
- Une correction est au coin de la rue.

C'est pourquoi vous devriez envisager des moyens de vous protéger et de profiter de la chute.

Profitez de la bulle du logement d'aujourd'hui

- Une façon de profiter d'une baisse des prix des maisons est en court-circuitant les fonds immobiliers.
- Vous pouvez également acheter un fonds inverse. Le ProShares Short Real Estate (NYSE: REK) est un fonds inverse qui cherche à revenir à l'opposé de l'indice immobilier Dow Jones aux États-Unis.
- Une autre façon de profiter est en achetant après une chute.
- Lorsque les prix baissent, vous serez en mesure d'acheter des maisons et des fonds immobiliers avec un rabais.
- Donc, si vous êtes un investisseur à long terme, il pourrait être intéressant d'attendre . comme le rapportait le légendaire Jim Rogers ... J'attends juste qu'il y ait de l'argent dans le coin, et tout ce que j'ai à faire est d'aller là-bas et de le ramasser. Je ne fais rien entre-temps.

Le prochain crash créera de grandes opportunités d'achat. Il est temps de se préparer. Et ne laissez pas cette bulle immobilière détruire vos économies en attendant.

La Banque Potemkine de Chine



[Michael Pento](#)
Delta Global Advisors

Publié le 10 mars 2017

Malgré l'intense ralentissement économique global qui a commencé en 2008, l'économie de la Chine semble être restée intacte. Ayant défié l'effondrement mondial de l'immobilier, le PIB du pays a gagné 8,7% en 2009. Après avoir établi un plan de relance initial de 586 milliards de dollars, la Chine a finalement injecté 20 trillions de dollars additionnels dans une bulle sur les actifs immobilisés afin de parvenir aux objectifs de croissance du PIB établis par le gouvernement.

Inspiré peut-être par le film *Jusqu'au bout du rêve*, le gouvernement chinois a cru en le vieil adage « construisez, et ils viendront ». Au cours des six années qui ont suivi, la Chine a construit des villes fantômes à la pelle. Ces nouveaux bâtiments demeurent aujourd'hui largement inoccupés. On estime à 52 millions les logements vacants, et 90% de ces unités vides ont été achetées à des fins d'investissement uniquement.

Les nouveaux appartements ont été achetés par des investisseurs des classes moyenne et supérieure, pour rester vides après que leurs propriétaires ont manqué de trouver des locataires capables de payer les loyers demandés.

Les investisseurs se sont accablés de lourds prêts immobiliers et de propriétés foncières dont la valeur a commencé à plonger à mesure que se tarissaient les prêts du système bancaire parallèle. En conséquence, les autorités chinoises ont cherché à créer une autre bulle, sur une classe qu'elles pouvaient plus facilement manipuler. Si le citoyen moyen n'était plus en mesure de s'acheter de propriété, pourquoi ne pas créer un effet de richesse en générant un marché haussier perpétuel sur les actions ?

Substituant les comptes de courtage sur capital modeste aux villes fantômes, les prêteurs chinois ont établi des comptes de marge avec la même ferveur que les prêteurs américains de prêts hypothécaires à risque en 2006. En plus des comptes de courtage conventionnels, 40 prêteurs en ligne ont établi plus de 7 milliards de yuans de prêts destinés à des investissements sur le marché boursier au cours des cinq premiers mois de 2015. Les volumes de ces prêts ont gonflé de 44% entre le mois d'avril et le mois de mai.

Le problème de financement sur marge de la Chine a rapidement atteint des proportions désastreuses. Les opérations sur marge ont été [multipliées par trente](#) sur le marché de Shanghai au cours de ces trois dernières années. La dette de marge a gonflé de 123% sur un an, pour atteindre un nouveau record de 2,3 trillions de yuans (370 milliards de dollars) le 18 juin dernier.

En revanche, certains analystes pensent que les sommes empruntées par les investisseurs chinois sont plus importantes encore. L'étendue des financements sur marge du système bancaire parallèle, qui inclut les fonds ombrelle et les prêts garantis par des actions,

pourraient facilement représenter en Chine continentale deux ou trois fois les financements de marge conventionnels effectués par l'intermédiaire de courtiers.

Contrairement aux autres marchés boursiers majeurs, qui sont dominés par des professionnels de la gestion monétaire, les investisseurs particuliers représentent 85% du négoce chinois.

Pendant une brève période, cette solution a permis de faire face comme par magie à l'éclatement de la bulle sur l'immobilier. Le Shanghai Composite a commencé l'année 2015 à 3.234 points pour atteindre 5.023 points le 4 juin – une hausse de 150% sur douze mois – avant de décliner jusqu'à 3.800 points aujourd'hui.

Mais le marché est encore loin d'être négocié à escompte. Malgré le récent carnage, les actions de Shanghai se négocient à 57 fois les bénéfices. C'est bien moins que le ratio cours/bénéfice de plus de 100 enregistré au mois de juin, mais toutefois trois fois plus que le ratio cours/bénéfice du S&P 500.

Le régime totalitaire établit tous les jours de nouvelles modifications dans une tentative désespérée de limiter l'effondrement. Mais la baisse des taux d'intérêt de la Banque populaire de Chine, la réduction du ratio de réserves obligatoires et l'assouplissement des règles de négoce ne sont jusqu'à présent pas parvenus à calmer les investisseurs.

Les sociétés de courtage et gestionnaires de fonds se sont engagés à acheter de grosses quantités d'actions grâce à une ligne de liquidité directe fournie par la Banque populaire de Chine, qui monétise directement les prêts titrisés de China Securities Finance Corporation (une société de financement sur marge soutenue par l'Etat chinois).

Le pays tente également de pousser les dirigeants de sociétés à racheter leurs propres actions. Mais au vu des pratiques comptables douteuses de la Chine et des prix des actions aujourd'hui complètement détachés de leurs bases fondamentales, mieux vaudrait demander à Jim Jones de boire son propre Kool-Aid. La Chine a également promis de mener l'enquête sur les positions à découvert « malintentionnées » (en d'autres termes, elle a mis fin aux ventes à découvert au travers de menaces de séjour dans les prisons de son gouvernement communiste) et interdit les ventes d'actions par tout actionnaire qui détiendrait plus de 5% d'intérêts dans une compagnie.

Pire encore, plus de 50% des actions sur la bourse principale de Shanghai sont désormais en arrêt de négociation. Imaginez où en serait le marché boursier chinois si elles étaient échangées librement. Si tant est que nous puissions encore parler de « marché boursier ». Peut-être le gouvernement chinois sera-t-il en mesure d'empêcher les actions de plonger davantage, mais il ne pourra rien faire pour éviter l'effondrement ultime de son économie fictive.

La situation fâcheuse dans laquelle se trouve aujourd'hui la Chine est bien pire que l'effondrement boursier qui a frappé les Etats-Unis en 1929 et la bulle économique japonaise de 1989. Malgré ce que nous disent les aboyeurs de carnaval de Wall Street, l'économie chinoise souffre aujourd'hui de l'évaporation de l'effet de richesse. Les

nouveaux millionnaires chinois, étayés par leur nouveau capital boursier, ont alimenté l'économie de consommation qui était censée remplacer un modèle de croissance basé sur les exportations.

Mais après une débâcle boursière qui a vu disparaître environ 3,2 trillions de dollars de valeur perçue, les ventes automobiles ont perdu 3,2% sur un mois en juin. Il s'agit là du premier déclin enregistré par le secteur en plus de deux ans, qui réfute l'idée que l'économie chinoise continue de croître au taux bidon de 7% annoncé par le gouvernement.

Autrefois chouchou de l'utopie keynésienne, la Chine florissante a attiré ceux qui pensaient que le pouvoir de commandement et de contrôle d'une économie était de loin plus efficace que celui du marché libre.

Alors que le régime économique communiste commence à se défaire, la bulle sur la théorie selon laquelle un petit groupe de planificateurs centraux est capable de prendre de meilleures décisions que plusieurs millions de personnes agissant de leur propre gré et dans leurs propres intérêts devrait elle-aussi éclater. Et il y a de fortes chances que la bulle sur la confiance en la capacité des banques centrales à sauver tous les marchés possibles n'en sorte pas non plus intacte.

Les Chinois sont des communistes qui se font passer pour des capitalistes. Ils n'ont aucune idée de ce qu'est un marché libre. Ils ont établi une bulle artificielle sur les actions, en équilibre sur la bulle sur l'immobilier. Et les voilà qui s'acharnent à les faire toutes deux flotter à perpétuité.

N'allez pas croire que la Chine soit la seule à dédaigner les marchés et à chercher à établir une **façade de prospérité à tout prix**. Les gouvernements et les banques centrales du Japon et des Etats-Unis ont eux-aussi éviscéré le mécanisme de découverte des prix. Ce qui nous reste aujourd'hui n'est que des bulles sur les actifs qui flottent au-dessus d'économie synthétiques, et qui sont parvenues à établir une confiance universelle en la capacité des gouvernements à emprunter et à imprimer leur chemin vers une prospérité perpétuelle.

Ces banques centrales Potemkine ne seront jamais capables que d'ériger des économies creuses sur de la monnaie contrefaite. Il vous faut donc établir une stratégie qui vous permettra de profiter du destin inévitable de ces économies, qui sera une inflation hors-de-contrôle et une dépression prolongée... qui durera jusqu'à ce que les gouvernements embrassent à nouveau le pouvoir du marché libre.